

Numéro 179 du 10 septembre 1984 - 12FF - 85FB - 4FS

# INPRECOR

**INTERCONTINENTAL PRESS**



**GRANDE-BRETAGNE**

**La grève des mineurs ouvre une nouvelle situation politique**

**DOSSIER INDE**



**Le communalisme, ses causes et ses conséquences**

**JAPON**

**Les travailleurs et les syndicats face aux restructurations capitalistes**

Sommaire du numéro 179 du 10 septembre 1984

3	GRANDE-BRETAGNE	La grève des mineurs et la nouvelle situation politique	Brian HERON
6	JAPON	Le mouvement ouvrier devant les restructurations capitalistes	YOKOYAMA Yoshio
11	—	La recomposition du mouvement syndical, interview d'un représentant de Rodo Joho	Propos recueillis par Pierre ROUSSET
13	DOSSIER INDE	Le communalisme, ses causes et ses conséquences	Organisation communiste révolutionnaire
22	JEUNESSE	Plus de 600 participants au camp des organisations de jeunesse en solidarité avec la IVe Internationale	D. J.
23	—	Résolutions adoptées par le camp international de la jeunesse	DOCUMENTS
25		NOUVELLES DU MOUVEMENT OUVRIER ET DE L'INTERNATIONALE	
		SRI LANKA : Pour l'arrêt des poursuites judiciaires contre les 18 syndicalistes de Balangoda. AFRIQUE DU SUD : Réussite du boycott des élections. RÉPUBLIQUE DOMINICAINE : Premier congrès du Bloc socialiste.	
28	NICARAGUA	« Le camp de la paix », une importante initiative de solidarité internationale	« INPRECOR »

Les articles signés ne représentent pas nécessairement le point de vue de la rédaction.  
 Les articles non signés expriment les positions du Secrétariat unifié de la IVe Internationale.

**ABONNEMENT**  
**25 NUMÉROS**  
**PAR AN**

Chèques bancaires et chèques postaux libellés à l'ordre de « PEC », à adresser à *Inprecor*, 2, rue Richard-Lenoir, 93108 Montreuil, France.

Virements bancaires à « PEC », BNP, agence Robespierre, 153, rue de Paris, 93108 Montreuil, France, compte numéro 230179/90.

Virements postaux à « PEC », compte chèque postal numéro 2.322.42 T Paris.

*Inprecor*, abonnement un an, 25 numéros, pour tous pays, 250 FF.

Par avion : Europe, Moyen-Orient, Afrique du Nord : 280 FF. Afrique et Amériques : 330 FF. Asie : 360 FF.

Pli fermé : France : 375 FF. Tous les autres pays (par voie de surface) : 400 FF. Pli fermé par avion : écrire à *Inprecor*.

POUR TOUT ABONNEMENT, REMPLIR CETTE FORMULE EN LETTRES MAJUSCULES

Nom — Prénom |-----|

Numéro et Rue |-----|

Commune |-----|

Code Postal |-----| Pays |-----|

Réabonnement  Abonnement

## La grève des mineurs et la nouvelle situation politique

**D**EPUIS son premier jour, en mars 1984, la grève des mineurs a constitué un enjeu fondamental de la lutte des classes en Grande-Bretagne (1). Mais, pendant les dix-sept premières semaines de cette grève, le gouvernement Thatcher a maintenu une façade de neutralité, prétendant qu'il ne s'agissait que d'un conflit entre, d'un côté, l'Office national du charbon (NCB) et son nouveau président américain MacGregor et, de l'autre, le Syndicat national des mineurs (NUM). En réalité, le gouvernement a mobilisé 20 000 policiers contre les piquets de grève des mineurs. Presque 4 000 mineurs ont été interpellés au cours de la grève. De plus, les familles des mineurs ont été privées d'allocations familiales, façon d'employer l'arme de la faim contre les grévistes.

Brian HERON

Au mois de juillet, Margaret Thatcher a été obligée d'abandonner cette attitude, en liant clairement l'avenir de son gouvernement à sa volonté affirmée de battre les mineurs. Elle a déclaré que, tandis que Galtieri (chef de la junte militaire en Argentine au moment de la guerre des Malouines) avait été « l'ennemi extérieur », dans la grève des mineurs, « nous nous battons contre l'ennemi intérieur ». Avec ces propos ineptes, elle a rendu clair à la fois le rôle qu'avait joué la guerre des Malouines pour son gouvernement et son attitude à l'égard des syndicats.

Ces propos ont, bien sûr, soulevé une tempête de protestations. Mais ils ont surtout marqué la fin de la prétendue neutralité du gouvernement. Maintenant, tout le monde attend la réponse du mouvement ouvrier à cette déclaration de guerre. La nécessité d'une telle réponse va être au centre des débats du congrès de la Centrale unique des syndicats (TUC), qui regroupe plus de 9,5 millions d'adhérents et qui se réunit au début septembre.

### LA QUESTION DE LA SOLIDARITÉ

En fait, la question centrale depuis le début de la grève des mineurs a été celle des actions de solidarité de la classe ouvrière tout entière. Même la presse bourgeoise a mis en évidence les efforts considérables qui ont été déployés par le gouvernement pour empêcher des mouvements de grève d'autres secteurs clefs de la classe ouvrière tant que durera la grève des mineurs. Selon le numéro du 18 août de l'hebdomadaire *The Economist* (proche du Parti conservateur), qui prédit une victoire du gouvernement au printemps 1985, « deux facteurs pourraient intervenir pour enrayer l'effritement de la grève. Le premier serait l'apparition de nouveaux problèmes dans les docks. (...) Deuxièmement, les directions des deux principaux syndicats des cheminots veulent engager la lutte contre les réductions

d'emplois dans leur secteur en organisant une journée d'action (...) accompagnée d'une grève du zèle illimitée calculée pour entraver le service. »

Il y a déjà eu, au mois de juillet, une grève nationale des dockers, après que la direction de la sidérurgie nationalisée ait rompu les accords passés avec le syndicat en faisant charger par des non-dockers, dans le port d'Immingham, sur la côte est de l'Angleterre, du minerai de fer destiné aux aciéries. Le Syndicat des transports et des travailleurs non qualifiés (TGWU), qui organise la presque totalité des dockers, a appelé à une grève nationale pour protester contre cette brèche dans le système d'embauche dans les docks, acquis des travailleurs remporté de haute lutte, qui garantit un emploi à tout docker indépendamment des variations du marché du travail. Ce système avait déjà été la cible d'attaques de la part des patrons depuis un certain temps et, à cette occasion, les autorités portuaires avaient donné tort à la direction de la sidérurgie. Après une grève des dockers de deux semaines, au cours de laquelle le président de la CBI (organisation du patronat britannique) avait déclaré que si la grève durait encore deux semaines, 75 % de ses adhérents seraient obligés d'arrêter leurs activités, les patrons des docks ont cédé et arrêté la grève.

L'action des dockers a souligné la faiblesse stratégique du gouvernement. L'analyse de *The Economist* est bien fondée. Une lutte prolongée dans un des secteurs clefs du mouvement ouvrier mettrait le gouvernement en crise. Au moment où nous écrivons cet article, une nouvelle grève des dockers commence. Un bateau chargé de charbon destiné à l'aciérie de Ravenscraig, en Ecosse, avait été déchargé aux docks de Hunterston par des employés de la société sidérurgique. « Du charbon jaune déchargé par des jaunes », a dit Arthur Scargill, président du NUM. Les dockers des douze ports les plus importants d'Ecosse ont tout de suite arrêté le travail en signe de protesta-

tion. Ensuite, une conférence nationale du TGWU, réunissant des représentants des 35 000 travailleurs des docks, a appelé à une grève nationale qui devait être ratifiée par des assemblées générales dans chaque port.

Il est clair que l'action des patrons de la sidérurgie constitue une provocation délibérée qui, vu ses conséquences possibles, a été approuvée par le gouvernement. En fait, les dockers du TGWU avaient déjà proposé d'autoriser des livraisons de charbon tout à fait suffisantes pour maintenir l'aciérie de Ravenscraig en activité. Mais le gouvernement et le patronat pensent que la provocation des patrons de la sidérurgie va « démontrer » que les dockers ont été appelés à faire grève pour soutenir les mineurs et non pour défendre leurs « propres intérêts ». Ils cherchent à affaiblir la solidarité que les autres travailleurs accordent à la grève des mineurs pour faire, juste avant le congrès du TUC, une éclatante démonstration des divisions qui existent au sein du mouvement syndical.

### LE JEU DU GOUVERNEMENT ET DU PATRONAT

Le jeu du gouvernement et du patronat est extrêmement risqué pour eux. Tout d'abord, l'action de solidarité avec les mineurs entreprise par les dockers est strictement illégale, d'après les lois anti-syndicales en vigueur. Mais, à la grande déception de certains secteurs du patronat, le gouvernement ne se sent pas suffisamment fort pour utiliser ces lois contre des secteurs décisifs du mouvement syndical. En outre, malgré des réactions inégales de la part des dockers à l'appel à la grève (des assemblées générales à Douvres et à Felixstowe se sont prononcées contre), 70 % des docks britanniques sont déjà arrêtés ou sont en train de l'être. Une campagne de presse massive a été lancée pour accréditer l'idée d'une division importante dans les rangs des dockers, mais le *Financial Times* (quotidien économique de la grande bourgeoisie) du 25 août ne trompe pas ses lecteurs quant à la situation réelle. Sous le titre « La deuxième grève nationale a bien commencé », un article explique : « La stratégie du TGWU consistera probablement à étendre rapidement la grève. »

Cela est devenu clair tout de suite après, avec la déclaration des syndicats des cheminots, expliquant qu'ils avaient donné pour instruction à leurs adhérents de ne pas franchir les lignes de piquet de grève des dockers. Il n'était pas encore décidé si la grève se limiterait au trafic des marchandises et on ne savait pas encore si les dockers mettraient des piquets de grève devant les ports d'attache des ferryboats, où la main-d'œuvre est organisée, pour l'essentiel, par le Syndicat des cheminots.

1. Cf. *Inprecor* numéro 172 du 30 avril 1984, article de Steve Roberts, « Les mineurs contre la politique de Margaret Thatcher », et numéro 174 du 28 mai 1984, article de Pat Hickey, « La gauche ouvrière défie le "nouveau réalisme" ».

L'action des dockers cause d'ores et déjà des dégâts très importants à l'économie britannique et son caractère « éternel » commence seulement à se manifester. John Connelly, secrétaire national du TGWU, responsable du secteur des docks, a annoncé le 24 août qu'une demande serait faite au conseil exécutif d'un « soutien physique » de la part d'autres secteurs du syndicat. Vers la fin de la grève des dockers, en juillet, des dirigeants nationaux des camionneurs, y compris ceux qui transportent de l'essence, et des travailleurs des raffineries de pétrole adhérents du TGWU, avaient déjà promis un tel soutien, mais on n'avait pas fait appel à eux à ce moment-là.

Un sondage sur l'état d'esprit des chefs d'entreprise à la fin juillet montre une perte dramatique de confiance de leur part depuis le mois précédent. Seuls 28 % d'entre eux ont trouvé des raisons d'optimisme, contre 65 % en juin. La CBI disait que la grève « pourrait avoir des conséquences désastreuses pour l'économie ». En effet, les importations en gros de matières premières seraient affectées tout de suite, et les effets de la grève seraient rapidement ressentis en ce qui concerne l'alimentation, les composants pour l'industrie, et les biens de consommation. Il est donc clair que le gouvernement se trouve devant une crise majeure.

Si le gouvernement compte sur un effondrement rapide du mouvement syndical, il n'y en a pour l'instant aucun signe. Néanmoins, la situation est loin d'être sans problèmes du côté des travailleurs. Mis à part les effets de la crise et de la récession, les réactions partagées face à la grève des mineurs montrent qu'il reste à gagner la bataille de la conviction.

### LA NÉCESSITÉ D'UNE JOURNÉE D'ACTION NATIONALE

Le Syndicat des mineurs a naturellement le plus grand intérêt à s'assurer un soutien sans faille du TUC pour sa lutte. Il a formulé une résolution à soumettre au congrès, qui engagerait le TUC à prélever un million de livres (11,5 millions de francs) par semaine sur l'ensemble de ses adhérents, et qui interdirait à ses membres de franchir les lignes des piquets de grève des mineurs. D'ailleurs, beaucoup de camionneurs du TGWU et d'adhérents du Syndicat de la sidérurgie (ISTC) refusent déjà de les franchir. Le Syndicat des ouvriers de l'ameublement avait proposé un amendement à cette résolution, appelant le TUC à organiser une journée d'action. Au départ, cet amendement (et d'autres venant des syndicats des cheminots et des marins sur la question du prélèvement) semblait être acceptable pour le NUM. Mais aujourd'hui, cet amendement semble avoir fait les frais des manœuvres en coulisse des dirigeants syndicaux. A l'heure où nous écrivons, le NUM ne soutient pas l'amendement en faveur d'une journée d'action, apparemment dans le but de présenter un front uni avec la direction du TUC face au gouvernement.



Un piquet de grève du NUM (DR)

La perspective de l'organisation d'une telle journée d'action n'a pourtant rien d'irréaliste. Malgré le chômage massif qui existe depuis six ans et ne cesse de croître, malgré les défaites infligées à plusieurs secteurs de la classe ouvrière (par exemple, les sidérurgistes en 1980), on a vu des avancées importantes au niveau du type de lutte menée par les syndicats depuis l'arrivée au pouvoir des conservateurs en 1979. Par exemple, la grève des travailleurs de la Santé, en 1982, a vu des journées d'action de solidarité avec ces travailleurs, qui ont mobilisé des millions de travailleurs. Au début de la grève des mineurs, cette tradition s'est poursuivie avec des actions organisées par certains comités régionaux du TUC, en Ecosse, au Pays de Galles et dans plusieurs régions d'Angleterre. Ces journées d'action régionales ont mobilisé des millions de travailleurs derrière les mineurs, souvent mais pas toujours sous la forme de grèves générales de 24 heures. En même temps, il y a eu création d'un mouvement de masse des femmes de mineurs en soutien à la grève (2). Ce mouvement est le fer de lance dans la bataille pour la solidarité « sociale » (collectes d'argent, de vivres, etc.).

En plus, il joue un rôle politique de premier plan pour étendre les bases du soutien à la grève, ayant organisé notamment une manifestation de 20 000 personnes à Londres le 11 août.

### PERSPECTIVES SYNDICALES ET POLITIQUES

Le congrès de la centrale syndicale va être dominé par les grèves des mineurs et des dockers. Il sera difficile d'éviter de demander à la direction du TUC si elle soutient ces grèves ou non. L'aile droite de cette direction pourrait peut-être trouver une porte de sortie sous la forme d'une résolution formulée d'une manière telle qu'elle pourrait y apporter son soutien. Elle pourrait ainsi éviter de présenter sa propre résolution, ce qui semblait probable jusqu'ici et qui mettrait au grand jour la division qui règne au sein de la direction du mouvement ouvrier. Cela serait néfaste, même si tout le monde sait que cette

division existe. L'aile droite avait, par exemple, cherché à présenter une résolution exprimant un soutien vague à la lutte des mineurs, proposant par exemple la création d'un fonds spécial pour soutenir les familles des mineurs plutôt que de financer la grève en tant que telle. Une telle résolution, selon le *Financial Times* du 18 août, « pourrait être présentée comme complémentaire à la résolution des mineurs, plutôt que comme alternative, et si elle était adoptée, elle permettrait au TUC d'avoir une position combative ou modérée, suivant les circonstances et pour éviter des ruptures en son sein ».

Mais, indépendamment des problèmes tactiques de la droite, le congrès se présente de plus en plus comme l'endroit où seront prises des décisions à tous les niveaux à l'égard de la grève. Il reste à voir si les orientations de la droite et de la gauche seront présentées devant le mouvement ouvrier de façon claire, dans un débat contradictoire, ou si, comme d'habitude, il faudra savoir lire entre les lignes.

La droite dispose d'appuis importants. Dans un discours au Parlement, Neil Kinnock, le nouveau dirigeant du Parti travailliste, a dénoncé toute perspective d'extension de la lutte des mineurs vers une grève générale, perspective qui, selon la presse bourgeoise, serait préparée secrètement par des dirigeants des mineurs et d'autres dirigeants syndicaux. Jusqu'ici, Kinnock s'est contenté de dénoncer de façon « impartiale » la violence des piquets de grève et celle de la police. Il est pourtant évident, pour qui veut bien s'informer, que cette violence est entièrement le fait d'une police mobilisée pour écraser les piquets, dont deux militants ont déjà été tués depuis le début de la grève. Malgré l'accumulation de preuves de la responsabilité de la police et du gouvernement — ces méthodes sont semblables à celles qui sont utilisées en Irlande du Nord —, Kinnock continue à avoir davantage peur d'une mobilisation du mouvement ouvrier que des conséquences d'une victoire de Thatcher.

2. Cf. *Inprecor* numéro 176 du 25 juin 1984, article de Janine Ingfield, « Les femmes en défense de l'emploi des mineurs ».

Malgré Kinnock, une aile gauche de masse s'est développée dans le mouvement ouvrier autour de la grève. Si la tête de ce courant se trouve dans le Parti travailliste, ses pieds sont les piquets de grève des mineurs. A travers la grève, il y a eu une croissance spectaculaire d'un mouvement, à la base du Parti travailliste et des syndicats, qui s'affirme de plus en plus clairement, et dont les dirigeants principaux sont Tony Benn (leader de la gauche travailliste) et Arthur Scargill. La direction de ce mouvement, pour des raisons qui lui sont propres, s'est engagée à fond pour obtenir une victoire des mineurs.

Depuis le début de la grève, 20 % des mineurs, concentrés essentiellement dans la région de Nottingham, ont refusé de la soutenir. Cette région a une longue tradition droitiste, et les mines y sont économiquement plus viables qu'ailleurs. Mais, en dernière analyse, les divisions dans les rangs des mineurs sont le reflet de celles de tout le mouvement ouvrier. Aux dernières élections législatives, une majorité des adhérents des syndicats ont voté pour des partis autres que le Parti travailliste. Parce que le Syndicat des mineurs a une impressionnante tradition de lutte, les divisions en son sein sont moins importantes que dans d'autres secteurs du mouvement ouvrier, mais même ce syndicat est touché par la division dramatique des rangs, pourtant majoritaires, de l'opposition à Thatcher.

C'est dans ce contexte que s'ouvre un débat de fond dans le Parti travailliste sur la meilleure façon de rassembler cette majorité anti-Thatcher autour de ce parti. Dans ce débat, certains dirigeants de l'aile droite expliquent qu'il faut défaire politiquement le Parti social-démocrate (SDP, formation bourgeoise née d'une scission de droite du Parti travailliste), en lui volant son programme et, à défaut de cela, préparer le mouvement ouvrier à une politique de coalition avec ce parti. Benn et Scargill s'opposent à cette stratégie et se battent pour le maintien d'un programme de gauche du parti et pour la construction autour de lui d'une nouvelle alliance de tous les opprimés. L'élargissement de la lutte contre le gouvernement Thatcher est central pour leur stratégie. Si une telle lutte n'était pas à l'ordre du jour, il n'y aurait aucune raison pour les forces anti-Thatcher de s'allier au mouvement ouvrier et au Parti travailliste.

## LES MÉTHODES RADICALES DE LA LUTTE DES MINEURS

C'est dans cette perspective que Scargill et ses alliés ont dirigé la grève. Pour surmonter les divisions des mineurs, et aussi la division entre les mineurs et les sidérurgistes qui ne sont pas encore remis de leur défaite de 1980, Scargill a choisi la méthode du piquet de masse. Il explique inlassablement : « *Les travailleurs de la sidérurgie avaient le soutien total des mineurs pendant leur lutte contre les suppressions d'emploi. Nous demandons le même soutien aujourd'hui. La meilleure façon de défendre des emplois dans*

*la sidérurgie est d'aider à une victoire des mineurs.* » Mais, en même temps, il mobilise des milliers de piquets pour empêcher les livraisons de charbon aux aciéries et contre les jaunes qui travaillent toujours dans les mines qui restent ouvertes.

Ces méthodes ont créé une ligne de partage profonde au sein de la direction du mouvement ouvrier. Des dirigeants de la gauche du Parti travailliste, comme Benn et Ken Livingstone (dirigeant très radical de la majorité travailliste au conseil municipal du Grand Londres) ont apporté un soutien total à la lutte des mineurs. Et, à la base, tout ce qu'il y a de progressiste au sein de la classe ouvrière britannique s'est mobilisé derrière les mineurs. Cela est vrai pour tous les secteurs du mouvement de masse. Par exemple, une des premières actions du mouvement des femmes de mineurs a été d'envoyer une délégation de solidarité au camp de la paix des femmes de Greenham Common, et, en retour, des femmes de Greenham sont souvent invitées à prendre la parole au cours des rassemblements de mineurs. Autour de la grève des mineurs, on voit apparaître un mouvement ouvrier d'un nouveau type, un mouvement qui lutte, qui inclut tous les opprimés, et qui utilise la méthode des actions de masse. Dans ce cadre, la grève des mineurs paraît être le pivot de toutes les luttes qui se mènent contre le gouvernement Thatcher, depuis la lutte contre les missiles jusqu'à la bataille pour défendre l'existence des conseils municipaux élus dans les grandes villes, que les conservateurs veulent supprimer.

## OPPOSITION DROITE - GAUCHE AU SEIN DU TUC

La lutte en est arrivée à un point où elle doit affronter directement la direction droitiste du mouvement syndical. Une issue victorieuse de la lutte des mineurs dépend d'un élargissement de son soutien de masse. Il est impossible de mobiliser un tel soutien sans organiser ceux qui sont prêts à agir maintenant et sans s'affronter aux dirigeants droitiers qui, jusqu'ici, se sont limités à un soutien purement verbal à la grève, quand ils ne l'ont pas ouvertement trahie, comme l'a fait le dirigeant du Syndicat des électriciens, Frank Chapple.

Depuis le début de la grève, les batailles rangées entre les piquets et la police ont amené certains dirigeants de la droite syndicale à exiger l'abandon de la tactique des piquets de masse au nom du « maintien de l'ordre ». L'opération policière massive — qui coûte plus de deux millions de livres par jour (23 millions de francs) et qui inclut l'interdiction aux mineurs de se déplacer d'un comté à l'autre, ainsi que des écoutes téléphoniques à une échelle de masse (elles ont été dénoncées par des travailleurs des télécommunications) — a polarisé la direction du mouvement ouvrier. Contre ces méthodes d'« Etat policier », la gauche travailliste et syndicale appelle à renforcer le soutien de tout le mouvement au Syndicat des mineurs. C'est cette

orientation qui a conduit à la deuxième grève des dockers. Mais, pour vaincre Thatcher, c'est tout le mouvement ouvrier qu'il faut mobiliser derrière ces deux grèves. Une telle perspective implique la défaite de la direction droitiste qui domine une bonne partie du mouvement ouvrier aujourd'hui. La lutte entre la gauche et la droite va dominer le congrès du TUC, même si elle se passe de façon voilée.

La gauche benniste a aussi largement contribué au recul important du gouvernement Thatcher sur la question de la réforme des municipalités. Le gouvernement a été mis en minorité au Parlement (à la Chambre des pairs !) sur sa tentative de dissoudre la municipalité du Grand Londres. Cette défaite a été vue comme une preuve de la perte de contact avec les réalités de la vie politique en Grande-Bretagne de la part du gouvernement. Les bennistes sont donc considérés de plus en plus comme représentant l'opposition la plus efficace à ce gouvernement, qui, selon *The Economist* du 7 juillet, « *est bien parti pour être le gouvernement britannique le plus inepte depuis la Deuxième Guerre mondiale* ». La gauche benniste du mouvement ouvrier peut être créditée pour une bonne part de cette situation.

## LES BENNISTES ET LA GREVE

Les bennistes sont clairs sur leurs perspectives pour la grève. A la fin juin, Tony Benn a déclaré, au cours d'un meeting de solidarité avec les mineurs : « *Il y a deux choses que le mouvement ouvrier doit faire aujourd'hui pour les mineurs. Tout d'abord, des syndicalistes dans toute une série d'industries et de services doivent se préparer à faire grève dans leurs secteurs. Ce serait la façon la meilleure et la plus directe de les aider maintenant, et il n'y a pas besoin d'attendre l'autorisation de qui que ce soit pour commencer. Nous avons appris cela du mouvement des femmes. Deuxièmement, le comité exécutif national du Parti travailliste devrait organiser une manifestation nationale, en invitant Arthur Scargill et d'autres dirigeants syndicaux, ainsi que des représentantes des groupes de femmes de soutien, à prendre la parole aux côtés des dirigeants du parti. Ce serait un moyen de lancer une campagne politique nationale qui doit continuer jusqu'à la victoire des mineurs. Le soutien financier et moral apporté à la grève a été très apprécié, mais ce sont les mineurs et leurs familles qui ont à porter le poids le plus grand. Ils se battent pour nous tous et nous ne pouvons pas les laisser se battre seuls.* »

Cela constitue le « programme d'action » des bennistes pour la grève. Il rencontre la pleine approbation de toutes les forces de la gauche. Mais reste à voir à quel point la lutte sera menée pour organiser l'aile gauche autour de ce programme, et jusqu'où les bennistes sont prêts à aller dans l'affrontement avec la droite de la direction du mouvement ouvrier, pour mieux construire l'unité à la base. Souvent, les bennistes surestiment l'impor-

tance des victoires remportées au niveau de la direction bureaucratique du mouvement. Mais, à l'heure actuelle, il faut affronter directement le problème posé par la division de cette direction et lancer un défi ouvert à la droite qui trahit la grève. En lançant ce défi autour des grèves des mineurs et des dockers, il sera possible de construire une nouvelle unité.

Mais la direction benniste elle-même constitue une fraction de la bureaucratie du mouvement ouvrier. Par conséquent, les luttes qu'elle mène ont comme objectif la réforme de cette bureaucratie... sur des bases bennistes ! C'est pourquoi elle ne dépassera pas certaines limites dans son opposition à la droite au congrès du TUC qui s'ouvre en ce moment même, et à celui du Parti travailliste qui aura lieu d'ici quelques semaines.

## DEUX CONGRES DÉTERMINANTS

Ces deux congrès vont déterminer, pour une grande partie, l'avenir de la grève des mineurs, celui du courant benniste qui la soutient, et même celui du gouvernement Thatcher lui-même. Mais cela ne sera pas la fin de l'histoire. Au cours d'une conférence nationale du NUM au mois de juillet, Scargill a préparé la base du syndicat à une grève qui pourrait durer encore de longs mois. Malgré la campagne du gouvernement et du patronat pour accrédi-ter l'idée qu'il y a un mouvement à la base vers une reprise du travail, ce mouvement, selon *The Economist* du 18 août, « ne représente guère qu'un petit filet d'eau pour l'instant, avec une augmentation de 700 unités du nombre des mineurs travaillant, depuis le début de juillet ». Ce journal, qui soutient à fond le gouvernement, compare la publicité faite à ce qu'il appelle des « mineurs rebelles » (c'est-à-dire des jaunes) par « des journaux de droite » à l'attention portée dans d'autres circonstances au nombre d'apparitions du monstre du Loch Ness ! En fait, les chiffres donnent un démenti à toute idée d'une reprise progressive du travail. 130 des 180 mines de Grande-Bretagne sont complètement paralysées, et la plupart des autres ont un niveau de production très réduit. Ces chiffres n'ont pas beaucoup varié depuis le début de la grève.

La capacité de résistance et de sacrifice des mineurs et de leurs familles ont secoué le mouvement ouvrier britannique de haut en bas. Les deux grèves des dockers n'en sont que la manifestation la plus visible. Quelles que soient les décisions prises par les congrès du TUC et du Parti travailliste, ce processus va continuer. Mais, partout dans le mouvement ouvrier britannique, on prend conscience que ces deux congrès auront le pouvoir, s'ils le veulent, de remporter une victoire rapide contre un gouvernement qui apparaît de plus en plus comme un « canard boiteux ».

Brian HERON,  
Londres, 27 août 1984.

## JAPON

# Le mouvement ouvrier devant les restructurations capitalistes

**N**OUS publions ci-après un article et une interview de Yokoyama Yoshio, responsable de la revue *Kikan Rodo Undo* (publication trimestrielle sur le mouvement ouvrier), qui est par ailleurs militant de Rodo Joho, une tendance lutte des classes dans le mouvement syndical japonais et dirigeant du syndicat Sohyo de l'entreprise General Sekiku KK dans le secteur pétrolier.

L'article est initialement paru dans la revue japonaise en langue anglaise *AMPO* (vol. 16, numéros 1 et 2, 1984). Il présente l'évolution actuelle de la condition ouvrière au Japon et la crise de syndicalisation qui s'en suit. L'interview réalisée à Tokyo à la fin juillet 1984 complète l'article, en s'attachant plus précisément à l'évolution du mouvement syndical. Depuis plusieurs années en effet, un processus de fusion syndicale « à droite » est en cours au Japon (cf. le dossier publié sur ce thème dans *Inprecor* numéro 129 du 28 juin 1982 sous le titre « La réorganisation des forces pro-patronales dans le mouvement syndical »). La direction du Sohyo (Conseil général des syndicats), formée pour l'essentiel par le Parti socialiste, accepte de plus en plus le cadre de rationalisation capitaliste imposé par le gouvernement et le patronat. Une fusion syndicale partielle a déjà eu lieu dans le secteur privé avec la formation, en décembre 1982, de Zenmin Rokyo (Conseil de liaison national des syndicats du secteur privé). Dans les deux années qui viennent, la fusion syndicale doit s'opérer dans le secteur public et à l'échelle nationale.

*Inprecor* publiera par ailleurs très prochainement d'autres interviews sur la situation de la gauche et du mouvement syndical au Japon. ■

## YOKOYAMA Yoshio

Il y a environ 15 ans, le souci principal des entreprises japonaises était de faire face au problème posé par les jeunes travailleurs. La période de croissance économique rapide des années 1960 avait provoqué une pénurie aiguë de force de travail jeune, et les employeurs devaient s'en préoccuper sérieusement comme d'une source de profits précieuse. « Oeufs d'or » (probablement voulait-on dire par là qu'ils donneraient jour à des poulets), c'est ainsi qu'on nommait les jeunes diplômés de haut niveau qui entraient dans l'industrie. La société dans son ensemble se développait de façon dynamique et les jeunes étaient très actifs. Ils prenaient part à la vie politique et aux luttes sociales sur des questions comme la guerre du Vietnam, la rétrocession de la base américaine d'Okinawa et la pollution de l'environnement. Des luttes radicales se déroulèrent dans les campus à l'échelle du pays tout entier. Les directions des grandes sociétés devaient veiller à préserver les lieux de travail en dehors de cette influence radicale et à laver le cerveau des jeunes travailleurs par l'idéologie de l'entreprise pour en faire d'actifs collaborateurs dans les campagnes de productivité.

Aujourd'hui, les jeunes travailleurs ne donnent plus de maux de tête aux patrons. Dans les dix dernières années, c'est une nouvelle génération de jeunes qui est arrivée, prenant la place des « jeunes hommes en colère » de la fin des années 1960. Ils sont le produit de la mise en place générale d'un système de contrôle basé sur la capacité — et la réussite — des étu-

dants des lycées et universités, système qui pousse à la compétition et les maintient désunis. La division des forces de la nouvelle gauche et son incapacité à développer des orientations politiques viables ont lassé la masse des jeunes de la politique. En même temps, beaucoup des militants les plus radicaux ont été écartés des entreprises par l'encadrement. Ainsi fut étouffée la révolte des jeunes de la fin des années 1960.

Si les directions ne sont plus préoccupées par les jeunes, elles le sont en revanche par les travailleurs âgés. Les mesures de contrôle du travail sont aujourd'hui de plus en plus orientées vers le groupe d'âge des 40-50 ans qui subissent de front toutes les contradictions du capitalisme japonais, après le blocage qu'il a connu lors du premier choc pétrolier. Ce n'est pas que les travailleurs plus âgés se soient révoltés ni même qu'ils aient organisé leur propre mouvement. A l'heure actuelle, la menace qu'ils représentent pour le système des trusts n'est que potentielle. Mais, craignant qu'ils ne se transforment un jour en « vieux hommes en colère », le patronat prend des mesures préventives. Les travailleurs de plus de 50 ans sont invités à participer à des programmes spéciaux leur permettant de se préparer psychologiquement à prendre leur retraite. En général, les participants assistent à quelques cours pendant deux ou trois jours, avec des sessions d'orientation sur l'art de s'enrichir spirituellement, sur le style de vie, le coût de la vie et les systèmes de retraites. De tels cours « préparatoires » ont été conçus comme thérapies de choc, selon leurs inventeurs. Ils expliquent que les

travailleurs âgés, qui ont travaillé dur toute leur vie durant et qui sont psychologiquement dépendants de la compagnie où ils travaillent, évitent de penser à leur retraite et que, sans cette préparation, quand l'heure sonnera, ils pourraient se retrouver traumatisés et désorientés. Ces cours sont censés confronter les travailleurs proches de l'âge de la retraite avec la dure réalité de la vie qui les attend, et donc doivent adoucir psychologiquement le processus de transition.

Ce sont ces travailleurs âgés qui, loyaux envers la compagnie, ont permis la croissance rapide du capitalisme japonais pendant la longue période d'expansion de l'après-guerre, et qui ont maintenu des performances relativement excellentes, même durant les années de stagnation qui l'ont suivie. Mais il est loin le temps où chaque travailleur, voulant augmenter son niveau de vie, pensait que son intérêt coïncidait avec les exigences de haute productivité du consortium. En d'autres termes, la situation dans laquelle le salaire individuel d'un travailleur pouvait augmenter et sa position dans l'entreprise s'élever parallèlement à l'expansion sans limite de sa firme n'existe plus. Après l'entrée de l'économie japonaise dans une phase de croissance lente, les grosses compagnies ont concentré leur attention sur la rationalisation par « dégraissage » des travailleurs âgés. Ils furent arbitrairement et sans indemnités transférés dans de nouveaux emplois, ou bien éliminés de leur entreprise d'origine pour occuper des emplois précaires dans des entreprises secondaires. La rationalisation conduite dans la dernière décade a frappé si durement et si soudainement les travailleurs qu'ils n'ont pas eu le temps de réfléchir et de traduire leur déception en contre-attaque organisée contre le système des trusts.

Après avoir pendant de si longues années collaboré avec les directions dans les campagnes de stimulation de la productivité, ils étaient persuadés d'être un jour récompensés. Mais la « récompense » obtenue a été bien différente de ce qu'ils imaginaient. C'est surtout dans la construction navale et dans d'autres secteurs de l'industrie lourde que le « dégraissage » a pris les formes les plus drastiques. Les licenciements massifs, hypocritement appelés « retraites volontaires », furent opérés de façon brutale. Dans les villes dominées par les plus grosses de ces entreprises, on a enjoint aux travailleurs plus âgés de partir et d'aller travailler, par exemple, dans la volaille, l'habillement, ou même dans des entreprises de pompes funèbres. En imposant de vieux travailleurs à ces petits commerces qui dépendent d'elles, les grosses firmes se sont débarrassées de leur « graisse » et sont ainsi parvenues à surmonter la crise. La période actuelle suit celle de ces opérations chirurgicales. Aujourd'hui, les grosses firmes cherchent à appliquer des mesures à moyen et à long terme pour traiter le problème des travailleurs âgés.

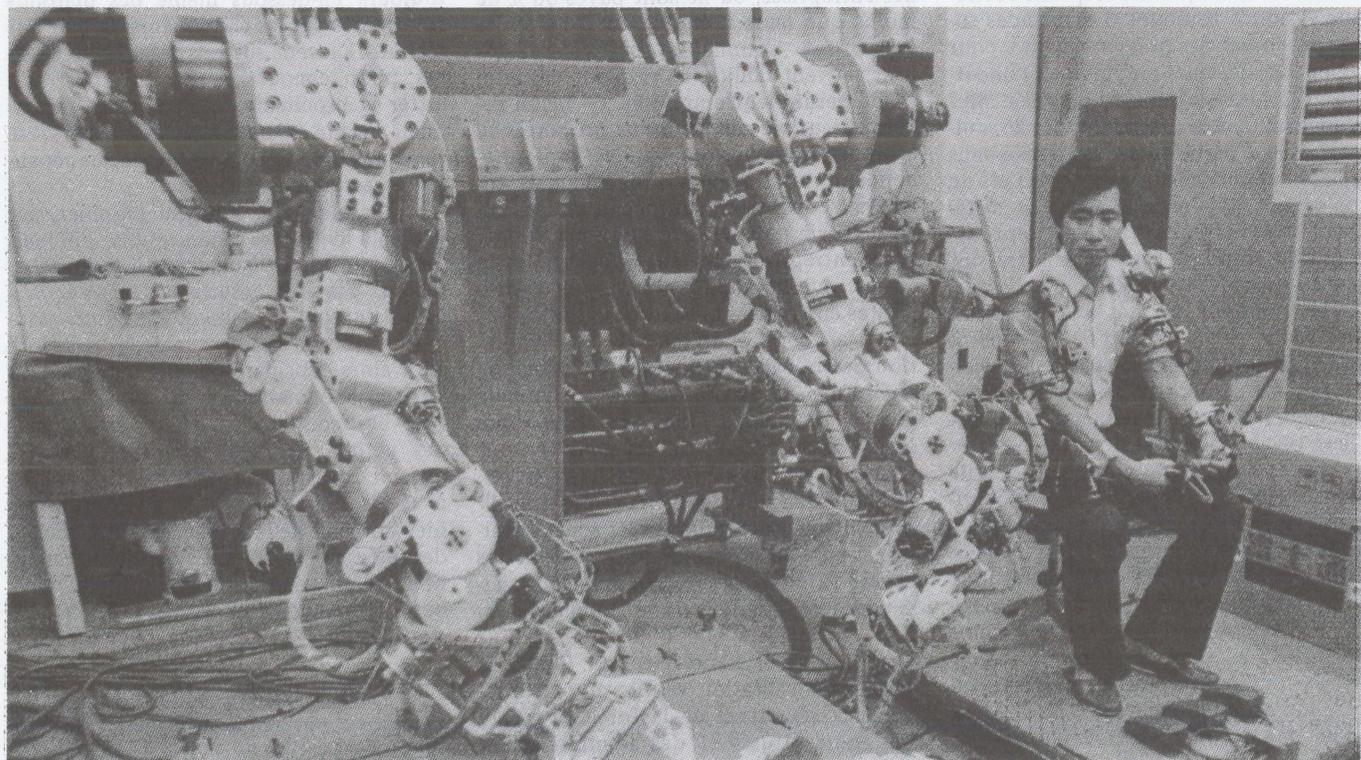
#### LE SYSTEME D'ANCIENNETÉ COMME INSTRUMENT DE CONTROLE

Le système des salaires dans les grandes entreprises japonaises et dans les administrations gouvernementales est toujours celui de la promotion à l'ancienneté. Alors que les grandes sociétés essaient depuis peu de modifier ce système salarial indexé sur l'âge en introduisant des facteurs davantage liés au poste de travail et à la qualification, elles n'ont pas totalement changé les bases de ce système salarial très particulier dans lequel un vieux travailleur de 60 ans est payé quatre ou cinq fois le salaire d'un débutant, qui ga-

gne environ 120 000 yens par mois (100 yens - 3,60 FF). C'était là un système de salaires convenant très bien à la hiérarchie, puisque la firme peut ainsi octroyer une certaine augmentation annuelle de salaire à des travailleurs individuels sans accroître les coûts salariaux globaux de l'entreprise, car les travailleurs âgés très bien payés prennent leur retraite chaque année et sont remplacés par de nouvelles recrues mal payées. Avec ce système également, les travailleurs qui partent à la retraite touchent une indemnité de départ qui équivaut à approximativement cinquante fois leur salaire mensuel. Ainsi, les travailleurs des grandes sociétés et les fonctionnaires pouvaient planifier leur existence jusqu'à la retraite. Le système de salaire à l'ancienneté couplé à la pratique de l'« embauche à vie » servait à assurer la loyauté des travailleurs vis-à-vis de leur entreprise.

Mais ce système salarial, et surtout la pratique de la prime de départ, sont aujourd'hui devenus un fardeau pour les grands trusts, car la période de prospérité économique est terminée, et la pyramide des âges de la société japonaise est en train de se modifier. Déjà, la moyenne d'espérance de vie des Japonais atteint 75,1 ans pour les hommes et 80,4 ans pour les femmes. Ce sont les deuxièmes chiffres les plus hauts du monde. A l'aube du siècle prochain, il est prévu que le nombre des personnes qui toucheront une retraite à 65 ans atteindra 17,4 % de la population totale. Il faut bien sûr noter que le gouvernement et la grande entreprise exagèrent délibérément les problèmes du vieillissement de la société pour justifier l'augmentation des impôts, mais il reste indéniable que la situation démographique actuelle est telle qu'elle oblige les travailleurs à se préoccuper plus sérieusement de leur vie après leur retraite.

Important développement de la robotique industrielle. (DR)



Dans la logique des trusts, cette situation exige des mesures de précaution spécifiques. Ils sont effrayés par l'idée que plus les travailleurs auront à se préoccuper de leur vie de retraités, moins ils penseront à l'entreprise. Cela pourrait conduire à un abaissement de leur motivation morale au travail. C'est pourquoi, dans certaines sociétés, on fait quitter leur emploi aux travailleurs avant l'âge normal de la retraite. Ces sociétés expliquent que, puisque les travailleurs âgés prendront de toute façon un autre emploi moins payé après leur retraite, il vaut mieux pour eux partir tant qu'ils ont toujours des capacités de travail compétitives, de changer d'entreprise et de commencer leur nouvelle vie plus tôt. Evidemment, cela aidera les sociétés à faire des économies sur les coûts des indemnités de départ en retraite. Le programme de préparation à la retraite est donc destiné à persuader les travailleurs les plus anciens soit de travailler dur et avec une forte motivation s'ils choisissent de rester jusqu'à l'âge de la retraite, soit à quitter plus tôt pour aider à la réduction des coûts salariaux de la firme.

### L'ENDETTEMENT DES TRAVAILLEURS

Dans l'une des principales firmes du secteur électrique, la compagnie Toshiba, le syndicat offre à ses membres un service juridique. Les cas les plus fréquemment traités par ce service sont des divorces et des problèmes dus aux crédits usuraires à la consommation. Les problèmes de crédits à la consommation ne touchent pas seulement Toshiba. Les statistiques montrent qu'un travailleur sur dix emprunte aux usuriers (les « sarakin »), qui demandent des taux d'intérêts exorbitants. Des prêts de toute sorte enserrant le cou des travailleurs âgés qui ont commencé leur vie active avec l'idée que la prospérité économique durerait toujours. Les grandes sociétés procurent des prêts à bas taux pour le logement de leurs employés à concurrence de 10 ou 15 millions de yens. Mais une maison coûte au minimum 25 millions de yens, même si elle est située dans une banlieue lointaine, avec des trajets de deux heures dans chaque sens. La différence doit être comblée par des emprunts à d'autres sources. Les travailleurs ont souvent souscrit à des prêts pour leur logement en comptant sur des augmentations annuelles de salaire de 10 %. Mais étant donné que le taux de croissance des salaires a été bien inférieur ces dernières années, beaucoup doivent dépenser un quart de leur revenu mensuel pour rembourser leurs dettes. En même temps, une famille de travailleurs doit dépenser approximativement 10 millions de yens pour l'éducation de ses enfants jusqu'à ce qu'ils aient obtenu leur diplôme. Habituellement, une famille ouvrière réussit à couvrir cette énorme dépense avec le revenu d'appoint apporté par la femme. Nombreux sont donc les ouvriers qui vont voir les usuriers pour obtenir facilement de l'argent liquide, mais qui se retrouvent piégés.

D'autres empruntent pour jouer et se divertir la nuit et sont perdus. Les usuriers fournissent, sans hypothèques, de petites sommes d'argent (200 000 à 500 000 yens) et prennent de 70 % à 100 % d'intérêts par an. L'argent emprunté pour les amusements est souvent difficile à rembourser et les dettes font rapidement bouler de neige. La victime emprunte alors à un autre usurier pour rembourser son premier créancier et se retrouve bientôt avec une dette énorme ; il n'est pas rare qu'elle atteigne 5 ou 10 millions de yens. Tout cela, comme le rapporte presque quotidiennement la presse, conduit fréquemment au naufrage tragique de certaines familles, à travers le divorce, le suicide ou le crime.

En fait, le divorce est souvent lié aux dettes. On parle même de divorces simulés pour libérer des épouses des dettes de leurs maris envers les usuriers. Dans d'autres cas de divorce, ce sont des femmes qui, ayant d'abord commencé à travailler à temps partiel pour compléter le petit salaire du mari, commencent à vouloir leur indépendance et puis divorcent. Dans ces cas-là, le mari, qui appartient corps et âme à son entreprise, est complètement désemparé lorsque sa femme lui déclare qu'elle le quitte.

### L'ESSOUFFLEMENT DU MOUVEMENT SYNDICAL

Au sein de la compagnie, l'information est conduite à un rythme rapide qui concerne aussi bien les usines que les bureaux. L'introduction de robots à la production et l'automatisation dans les bureaux créent un excédent de main-d'œuvre, et les travailleurs âgés sont les premières victimes de ce processus. On leur donne un bureau isolé et des tâches sans intérêt. Ils sont traités comme des poids morts. La situation est pire pour les travailleurs âgés dans les petites et moyennes entreprises, où ils sont payés 30 % de moins que leurs homologues des grandes entreprises. Comme les petites sociétés font souvent faillite, ils risquent davantage de perdre leur emploi et, de façon générale, leur vie est bien plus précaire que celle des employés des grandes firmes. Cependant, les travailleurs des grandes entreprises ont connu un déclin de leur niveau de vie plus marqué que ceux des petites entreprises. Il faut signaler, entre autres, que la plupart des travailleurs des petites entreprises ne sont pas syndiqués.

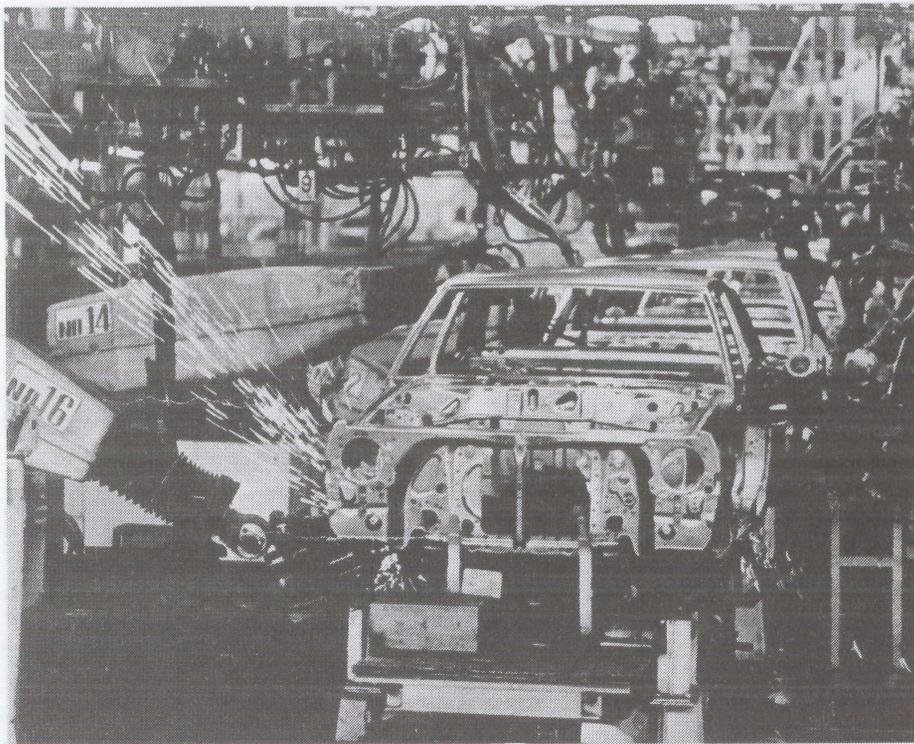
L'an dernier, le taux de syndicalisation des travailleurs japonais est descendu au-dessous des 30 %. Cela était prévisible depuis longtemps, mais ce n'est que quand c'est arrivé que les gens se sont vraiment rendus compte de la situation. Il faut remarquer que 70 % des travailleurs des grandes compagnies sont organisés, contre 20 % seulement pour ceux des petites firmes. Ces chiffres montrent clairement que le syndicalisme japonais ne reflète les intérêts que d'un petit secteur spécifique de la force de travail. Ce déclin de la syndicalisation résulte en partie du transfert structurel de la force de travail des grands trusts et des administrations

publiques vers le secteur des petites entreprises, mais il vient surtout de la perte de popularité et de dynamisme du mouvement syndical existant.

La campagne traditionnelle des syndicats pour le renouvellement des conventions salariales au printemps de cette année s'est essouffée après l'obtention d'une augmentation de salaire de 5 % alors que le Conseil général des syndicats (Sohyo) (1) demandait 7 %. Le Conseil de coordination nationale des syndicats du secteur privé (Zenmin Rokyo), nouvellement créé, demandait 6 % d'augmentation, car l'un de ses syndicats adhérents, la Fédération des syndicats des sidérurgistes, faisant écho au Capital, exigeait que les revendications de salaire restent modestes. L'augmentation de salaire qui fut octroyée est exactement la même qu'au printemps dernier, mais l'Association des patrons du Japon (Nikkeiren) déclara que le taux d'augmentation des salaires était trop élevé, car supérieur au taux d'accroissement de la productivité. Le président du Sohyo exprima officiellement le regret que les syndicats n'aient pas pu obtenir davantage, mais la déclaration du Nikkeiren était politiquement motivée. L'an dernier, le Nikkeiren avait déclaré, après la campagne de printemps que le patronat était assez satisfait par « la collaboration des dirigeants syndicaux » pour maintenir un faible taux d'accroissement des salaires. Cette proclamation de victoire de la part du Capital a mis la direction syndicale dans l'embaras, qui protesta contre cette imprudente façon de s'exprimer de la part du Nikkeiren. C'est pour cela que, cette année, le Nikkeiren sauva la face aux dirigeants syndicaux en exprimant du mécontentement. En fait, l'offensive annuelle de printemps du mouvement ouvrier japonais a fait, depuis dix ans, l'expérience de défaites continues, le taux d'augmentation réelle des salaires restant toujours en-dessous même des plafonds déterminés par les employeurs. Sohyo mit d'abord l'accent sur ces défaites successives pour encourager les travailleurs à lutter la prochaine fois, mais il a récemment arrêté d'énumérer ces échecs, se rendant compte qu'il ne faisait que répandre un sentiment défaitiste.

Autrefois, un syndicat pionnier, par exemple celui des sidérurgistes, obtenait un certain taux d'augmentation des salaires qui poussait ensuite les autres syndicats à l'obtenir également. Le taux « standard » obtenu par le syndicat en pointe était alors considéré comme le niveau minimum d'augmentation des salaires et, en fait, beaucoup de syndicats, même dans de petites entreprises, parvenaient à obtenir des augmentations supérieures à celles obtenues par le syndicat pionnier ou celui de leur maison-mère, grâce à des luttes. Mais, au cours des dernières années, l'émulation entre syndicats est devenue pratiquement impossible, car les petites entreprises, filiales ou sous-traitantes,

1. Pour ce qui concerne les spécificités du mouvement ouvrier japonais, voir l'interview publiée dans ce numéro d'*Inprecor*.



Les robots dans l'industrie automobile. (DR)

menacent leurs travailleurs en leur disant que si elles accordent des augmentations de salaire supérieures à celles des firmes-mères, celles-ci refuseront de leur donner du travail. Dans d'autres cas, c'est le syndicat de la maison-mère qui fait pression sur les syndicats de la firme sous-traitante pour qu'ils ne demandent pas de trop grandes augmentations. Il est également symbolique que dans les trois dernières années, il n'y ait pas eu de grève des transports. Auparavant, les grèves des chemins de fer étaient les plus visibles et jouaient le rôle d'action-témoin caractérisant la campagne de mobilisation de chaque printemps. Leur absence a eu des effets démoralisateurs sur l'ensemble des travailleurs, minant leur confiance dans leurs propres forces.

#### ATTAQUES CONTRE LES TRAVAILLEURS DU SECTEUR PUBLIC

En même temps, le prétendu programme de réforme de l'administration du cabinet Nakasone est dirigé en priorité contre les fonctionnaires et les employés des secteurs publics, le noyau dur du Sohyo. Les travailleurs des chemins de fer nationaux sont la cible centrale de cette attaque contre les services publics. Utilisant comme prétexte le déficit de la Société nationale des chemins de fer, des lignes locales déficitaires sont fermées sans pitié et des emplois sont supprimés. Mais malgré cette attaque frontale de la part de la direction, le Syndicat des conducteurs (Doro), l'un des deux plus grands syndicats des chemins de fer, autrefois connu pour sa combativité, a fait une volte-face en s'engageant à collaborer avec la direction pour protéger les intérêts de l'entreprise. Doro a donc publié une « déclaration pour la sécurité des transports de marchandises » comme signe de sa colla-

boration à la rationalisation, et a même été jusqu'à inciter les travailleurs à augmenter l'intensité du travail.

L'autre grand syndicat, le Syndicat national des travailleurs des chemins de fer (Kokuro) ne mobilise pas son organisation pour résister aux attaques rampantes de la direction sur les droits acquis des travailleurs, comme le droit de prendre un bain pendant le travail et celui de voyager gratuitement, même si quelques-unes de ses sections ont organisé la résistance au niveau local. En plus, ni le Kokuro ni le Doro n'ont ouvertement organisé de contre-offensive contre le plan du gouvernement visant à diviser la compagnie en plusieurs sociétés privées. La moyenne d'âge des cheminots est de 38 ans, et très peu de jeunes travailleurs seront recrutés à l'avenir. A cause de cette moyenne d'âge, leur système de retraite par assurance mutuelle sera bientôt à sec. C'est pour cette raison que les syndicats des chemins de fer nationaux espèrent que leurs fonds de retraite seront fusionnés avec celui, bien plus lucratif, du Syndicat des téléphones et télégraphes (Zendentsu), qui comprend beaucoup plus de jeunes travailleurs. On dit que les cheminots ne peuvent se permettre de défier ouvertement le programme de rationalisation parce qu'ils savent qu'une telle fusion de leur système de retraite ne peut se faire qu'avec l'appui du gouvernement. Ici aussi, la menace du vieillissement social est effectivement utilisée pour intimider le mouvement ouvrier. L'attitude effacée du Kokuro, qui est l'un des trois piliers du Sohyo, affaiblit naturellement l'ensemble de cette confédération. Cette dernière ne réussit donc pas à jouer son rôle comme force motrice de la campagne de printemps cette année.

Un autre des principaux piliers du Sohyo, le Syndicat des fonctionnaires locaux (Jichiro) est aussi pris comme cible

centrale du programme de réforme de l'administration. Le quotidien *Sankei Shimbun*, qui joue le rôle de porte-parole de la grande entreprise, est en train de mener une campagne de presse vigoureuse en faveur de cette réforme sous le mot d'ordre suivant : « *Faisons baisser les salaires très élevés des fonctionnaires !* » Dans les régions visées, ce journal distribue des copies gratuites aux communautés locales et imprime des numéros spéciaux pour inciter les gens à lutter pour la réduction des salaires des employés des services publics. Cette tactique visant à dresser les communautés locales contre les syndicats du Jichiro a été appliquée avec succès à Musashino City, un quartier de Tokyo, où une campagne d'agitation contre le syndicat des employés municipaux a conduit à une mobilisation anti-syndicale de la population locale. Elle a envahi l'hôtel de ville en exigeant la réduction des hauts salaires et, sous cette pression, le maire a imposé des réductions de salaire. Porter atteinte aux droits contractuels des syndicats par l'agitation démagogique de masse frôle dangereusement une pratique fasciste. Les sentiments anti-syndicaux des masses furent aisément attisés, car la prime de départ qui est accordée aux travailleurs quittant de petites entreprises, qui sont nombreux dans la population locale, équivaut seulement à 10 % de celle qui est accordée aux adhérents du syndicat Jichiro. Les réductions de salaire des syndiqués du Jichiro n'impliquent évidemment pas l'augmentation de ceux des travailleurs inorganisés et sous-payés des petites entreprises. S'ils avaient eu une conscience ouvrière correcte, ils n'auraient pas été égarés par cette campagne de presse extrêmement démagogique, et le Jichiro n'aurait pas reculé à Musashino, s'il avait eu de clairs principes de classe. Mais le syndicat fléchit en fait quand les protestations vinrent des communautés locales et passa un compromis.

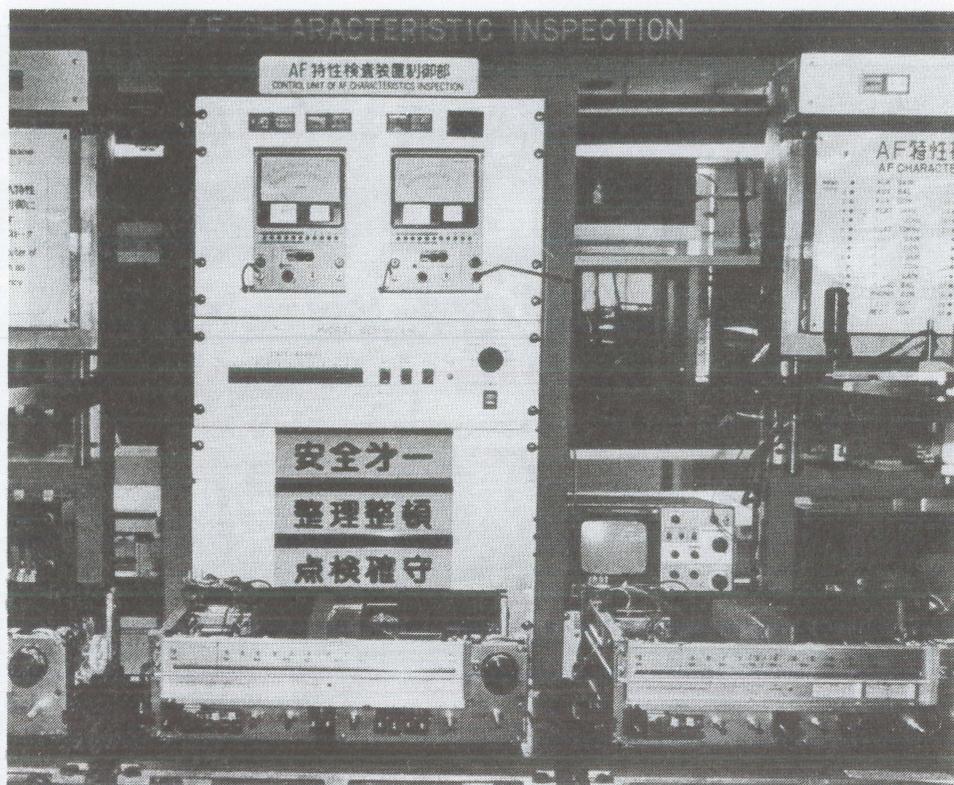
#### DES TRAVAILLEURS RÉCUPÉRÉS PAR LA DROITE

Le manque de fermeté par rapport aux principes et le manque de réaction pour défendre les intérêts de classe de la part des syndicats établis affaiblit généralement la confiance des travailleurs dans le syndicalisme et continuera de renforcer le déclin du taux de syndicalisation. Le mot même de Kumiai, ou syndicat de travailleurs, semble, à cause de toutes les mauvaises images qui lui sont associées, ne plus être une enseigne attirante pour la masse des travailleurs inorganisés, à un point tel que le conseil des syndicats d'Edogawa, dans le district Est de Tokyo, s'est récemment débarrassé de cette dénomination traditionnelle et a décidé de s'appeler Edogawa Union. « *Yunion* » est la transcription phonétique du mot anglais « *union* » (syndicat). Il a également modifié son style de travail, mettant davantage l'accent sur l'entraide ouvrière. De même, la section de l'Union générale des travailleurs du district sud de Tokyo a voulu se

rendre accessible aux inorganisés en ouvrant un bureau d'accueil intitulé « Centre des travailleurs ». Bien qu'un service similaire de conseils offert auparavant par le syndicat, sous le nom de Kumiai, ait attiré peu de travailleurs, ce nouveau centre s'est révélé populaire, drainant beaucoup de travailleurs inorganisés venus soumettre des plaintes d'une incroyable diversité concernant leur vie quotidienne, telles que celles concernant d'énormes dettes envers les usuriers, les salaires et les conditions de travail, les problèmes de santé, les faillites d'entreprises, les divorces, les injustices, etc. Ces griefs ne conduiront qu'un petit nombre de ces travailleurs à s'organiser dans le syndicat, mais au moins cette nouvelle approche a démontré assez clairement que les travailleurs, terriblement isolés et démunis, ont réellement besoin de s'organiser en un mouvement viable qui leur soit propre.

L'image du Kumiai a été détériorée et son action discréditée tout simplement parce que les grands syndicats ont trahi les intérêts des travailleurs de façon répétée et systématique. Ils collaborent ouvertement avec les dirigeants des entreprises au mépris total des intérêts des travailleurs et excluent les militants sincères et actifs en les traitant rudement de « saboteurs ». Mais ces grands syndicats forment le principal courant du secteur privé et, maintenant rassemblés dans le Zenmin Rokyo, ils accroissent leur force numérique. Devant l'image que lui donne le Kumiai, la grande masse des travailleurs, avec ses problèmes réels et graves, est découragée et même effrayée par cet organisme.

Dans l'actuel processus de réorganisation du travail, ce type de syndicalisme a même contaminé les syndicats des travailleurs des services publics autrefois combattifs. Le Syndicat des postiers (Zentei) a été, pendant des années, connu du public comme le « champion des droits des travailleurs » à cause des luttes combattives qu'il a menées pour les droits de ses membres. Sa tactique de la grève perlée a souvent provoqué d'énormes piles de courrier non délivré. Mais, au cours des deux dernières années, ce syndicat a changé brutalement de politique en faveur de la collaboration de classes. Le ministère des Postes, confronté à la concurrence de services privés d'expédition de colis, qui se multiplient de plus en plus, dressa des plans d'intensification et de rationalisation du travail que le syndicat accepta les uns après les autres. Les postiers de la base sont en train de perdre confiance dans leur syndicat, le Zentei a cessé de croître et ses finances sont réduites. Ce syndicat avait combattu pendant de nombreuses années contre le syndicat scissionniste de collaboration avec le patronat, le Zenyusei mais, aujourd'hui, le Zentei est obligé de discuter avec son adversaire des conditions d'une unification syndicale pour arriver à se maintenir. L'unité des travailleurs sur les lieux de travail a été sérieusement mise en péril. Les firmes privées d'expédition tirent profit de cette situation. Lorsqu'elles entendent dire qu'un travailleur membre du Zentei peine sous



Une technologie de pointe en matière d'informatique. (DR)

le poids de ses emprunts aux usuriers, ces agences privées le contactent immédiatement, lui offrent de régler toutes ses dettes et l'invitent à les rejoindre. Ces services d'expédition de colis ont en effet besoin de travailleurs expérimentés. Les Forces d'auto-défense (armée japonaise, ndr.) sont également très actives dans le recrutement de personnel militaire parmi les postiers victimes des usuriers pour étoffer leurs maigres rangs. A cet effet, les Forces d'auto-défense offrent aux postiers un service de conseillers spéciaux contre les usuriers, ces conseillers étant des avocats expérimentés.

#### VERS UN MOUVEMENT OUVRIER INDÉPENDANT

Il est probable que le mouvement syndical japonais traverse une période de reflux historique. Alors que le régime et la grosse entreprise sont à même de faire face aux changements requis par la période, avec des slogans tels que « Une ère de faible croissance économique » et « Des contre-mesures au vieillissement de la société », ni le mouvement syndical ni le Parti socialiste (PS) n'ont été capables de dessiner l'alternative d'avenir qu'elles désirent pour la société japonaise. Cet échec les a conduit tout droit à la capitulation devant la réalité. C'est en acceptant ce qui existe — forces armées importantes malgré leur interdiction constitutionnelle, présence sur le territoire japonais des têtes nucléaires US malgré les engagements antinucléaires, alliance militaire avec les Etats-Unis malgré le danger croissant de guerre que cela implique, et, finalement, faiblesse misérable du mouvement syndical — que les principaux grands syndicats justifient ce qu'ils font (ou ne font pas). Tout ce « réalisme » est dû à la nécessité de survivre, et si le che-

min de la facilité peut les aider un certain temps, à terme il va les saper totalement. Comme l'actuelle réorganisation de la main-d'œuvre est motivée par ce même type de « réalisme », le mouvement syndical ne sera jamais capable de devenir un mouvement des masses travailleuses elles-mêmes.

Mais il existe un autre aspect de ce même processus. Avec le changement intervenu dans la composition de la force de travail, le temps est venu où l'emprise des grands trusts sur les travailleurs s'affaiblit. Dans le secteur public, où la direction syndicale a brutalement tourné pour adopter la ligne de « défense de la compétitivité des entreprises publiques », les travailleurs de la base commencent à se chuchoter à l'oreille que quelque chose de radical devrait être entrepris pour rectifier cette ligne traître. Les problèmes les plus graves des 35 millions de travailleurs des petites et moyennes entreprises et des travailleurs à temps partiel sont totalement ignorés. La seule façon de faire revivre le mouvement syndical au Japon, c'est d'écouter ces travailleurs, de formuler leurs plaintes en des revendications articulées, de les organiser dans un nouveau mouvement syndical qui prenne en charge les besoins qu'ils ressentent.

Nous ne devons pas rester les bras croisés en laissant les militaires et les firmes d'expédition privées organiser les travailleurs les plus défavorisés. Nous ne devons pas permettre au patronat de tracer, à sa guise, l'avenir des retraités. Nous devons intervenir dans tous ces processus et, à partir d'eux, créer un vigoureux mouvement autonome des travailleurs japonais.

YOKOYAMA Yoshio,  
Paru en anglais dans *Ampo* (vol. 16,  
numéros 1 et 2),  
Tokyo, 1984.

# La recomposition du mouvement syndical

« INPRECOR » : La fusion syndicale « à droite » est maintenant réalisée dans le secteur privé. Elle est en cours dans le secteur public. Le courant « lutte des classes », représenté par la revue *Rodo Joho* (*Informations des travailleurs*), avait combattu ce processus de fusion, car il correspondait à un alignement de l'appareil du Sohyo sur une politique de rationalisation capitaliste des entreprises et services. Où en est aujourd'hui l'évolution du mouvement ouvrier japonais ?

**YOKOYAMA Yoshio** : Cela fait maintenant près de deux ans que le syndicat unifié Zenmin Rokyo a été constitué dans le secteur privé. Durant ces deux années, la réorganisation des syndicats du privé a été très rapide. Il y a eu, face à cette politique de mise au pas, des résistances. Mais on peut dire qu'au bout d'un an, ces résistances ont été défaites. Les confrontations se sont centrées sur les principaux syndicats du secteur privé du Sohyo : dans les chemins de fer et la métallurgie. Une fois ces résistances brisées la tendance générale à la fusion et au glissement à droite de l'appareil syndical était décidée.

Pour comprendre la facilité relative avec laquelle la formation et la consolidation de Zenmin Ryoko s'est faite, il faut tenir compte de plusieurs facteurs. Il existe un sentiment général de démobilisation militante due au fait que les formes traditionnelles de lutte et de fonctionnement de Sohyo ont perdu toute efficacité. Elles permettaient d'assurer des hausses de salaires en période de croissance économique

rapide. Elles s'avèrent incapables de faire front face à la politique de rationalisation capitaliste mise en œuvre avec la récession internationale. Les traditionnelles « offensives de printemps » (*Shunto*) sur les conventions salariales ont abouti à des échecs syndicaux depuis dix ans.

Plus généralement, la base des syndicats est constituée par les travailleurs permanents des grandes entreprises et des grands services, une minorité seulement de la classe ouvrière. Or, les syndicats n'ont pas sérieusement essayé d'organiser de nouvelles couches de travailleurs (travailleurs temporaires, travailleurs des petites et moyennes entreprises, etc.) et de répondre aux problèmes nouveaux posés par la crise économique (problèmes des travailleurs âgés, conséquences des innovations technologiques, de la robotique, de l'automation dans les bureaux, etc.).

Dans les petites et moyennes entreprises, on enregistre actuellement 1800 ou 1900 fermetures par mois. Dans un certain nombre de cas, les travailleurs ont su résister aux offensives de rationalisation et aux fermetures. Mais ce ne sont que des cas exceptionnels : la majorité des travailleurs, par manque de traditions dans ce secteur et par manque d'organisation, n'arrivent pas à engager de luttes sérieuses, même quand on leur annonce la banqueroute de leur entreprise.

Seulement 20 % des femmes qui travaillent sont syndiquées. Or, elles représentent une portion importante des travailleurs à temps partiel et ce secteur est en croissance rapide. Dans les grandes entreprises, le patronat s'attaque tout parti-

culièrement aux travailleurs âgés (voir article ci-joint, ndlr.), et l'introduction de technologies nouvelles jusque dans les bureaux est pour beaucoup dans la compétitivité internationale des firmes japonaises et dans la désorganisation de l'action syndicale.

Pourtant, les syndicats n'ont pas encore répondu à ces questions brûlantes, à ces nouveaux types de contradictions. Ils ne s'intéressent qu'à la minorité de travailleurs déjà organisés et qui représentent moins de 30 % du total. Les syndicats ont par ailleurs de grosses difficultés financières, et les fusions syndicales permettent aussi un effort de « rationalisation » par la réduction, par exemple, du nombre de permanents syndicaux.

Le mouvement syndical subit aussi le contre-coup de l'évolution des partis politiques. Il faut tout particulièrement souligner l'impact du tournant opéré par le Parti socialiste, qui est très étroitement lié au Sohyo. L'une des questions sur lesquelles le Sohyo a joué un rôle progressiste, dans la période précédente, ce fut la mobilisation de la population contre la guerre et le militarisme. Sohyo a contribué à unifier le sentiment pacifiste des masses japonaises. Le PS avait un rôle dirigeant dans le Sohyo, sur ce terrain. Mais il a pris, récemment, un tournant majeur à droite. Le PS veut en effet entrer dans un gouvernement de coalition sans le Parti communiste, mais avec le Parti socialiste démocratique et le Komei (1). Il « assouplit » pour ce faire sa politique vis-à-vis des partis de droite. En conséquence, l'axe politique autour duquel les travailleurs pouvaient être mobilisés dans le cadre d'un vaste mouvement antiguerre devient maintenant faible et fragile.

— Et que se passe-t-il dans le secteur public ?

— Après la formation, en décembre 1982, de Zenmin Rokyo, c'est maintenant le secteur public qui est au centre des processus de réorganisation du mouvement ouvrier. C'est aussi là que Sohyo a l'essentiel de ses forces, soit 3 millions sur les 4,5 millions de membres de cette confédération.

Trois syndicats sont tout particulièrement soumis à une offensive du gouvernement et de la presse bourgeoise : le Syndicat des travailleurs des chemins de fer nationaux (*Kokuro*), le Syndicat des travailleurs municipaux (*Jichiro*), et le Syndicat de l'éducation nationale. Dans les chemins de fer, l'attaque se fait au nom de la réduction du déficit financier de ce servi-

Manifestation anti-Reagan au Japon, en novembre 1983. (DR)



1. Le PS est la principale formation politique de gauche au Japon. Le PC avait rompu avec Moscou au début des années 1960, durant le schisme sino-soviétique, puis avec Pékin au moment de la révolution culturelle (1966-1969). Il est ainsi devenu l'un des premiers PC plus ou moins indépendants. Le PSD est une scission ultra-droitière du PS, liée à la direction de la confédération syndicale Domei, qui joue souvent un jeu patronal. Le Komei (Parti du « gouvernement propre ») est une formation relativement récente liée à l'origine à une secte bouddhiste.

ce. Le gouvernement cherche à rationaliser, dénationaliser et démanteler ce secteur. Dans le cas des municipalités, le gouvernement brandit le drapeau des « réformes administratives » — c'est-à-dire des réductions de salaires et de la dégradation des conditions de travail — en mobilisant les médias pour dresser l'opinion publique contre les fonctionnaires municipaux « inefficaces ». Et il fait de même contre les enseignants et les employés de l'éducation nationale, retournant contre eux le mécontentement qui existe chez beaucoup de parents en ce qui concerne le système des examens, etc. Ces attaques gouvernementales sont efficaces.

Tous les secteurs économiques sont touchés. Le secteur public est violemment attaqué. Dans les grandes entreprises, le système d'emploi à vie pour les travailleurs permanents et d'avancement à l'ancienneté est progressivement érodé, les femmes et les travailleurs des petites et moyennes entreprises étant les plus directement frappés. Or, depuis la seconde guerre mondiale, face aux grands tournants de la politique industrielle et internationale du régime (comme dans les années 1960), d'importantes luttes ouvrières s'étaient développées. Pour la première fois, actuellement, un tel tournant économique et politique peut s'opérer sans mobilisation populaire, et ce, à cause de la passivité et de la politique des directions du Sohyo.

Face à cette paralysie du Sohyo, le gouvernement et les dirigeants des syndicats de droite discutent systématiquement des rationalisations et des réorganisations à opérer. Fondamentalement, ils prévoient la consolidation d'une nouvelle « sphère de coprosperité » dans la région Asie-Pacifique — à savoir une intégration régionale économique dominée par le Japon — et accordant un rôle actif aux syndicats pour assurer la compétitivité des firmes japonaises dans la guerre commerciale avec l'Occident. Ces principes là sont acceptés par la direction de Zenmin Rokyo, et la situation de la classe ouvrière japonaise montre que la gauche est incapable de mobiliser les masses contre cette perspective.

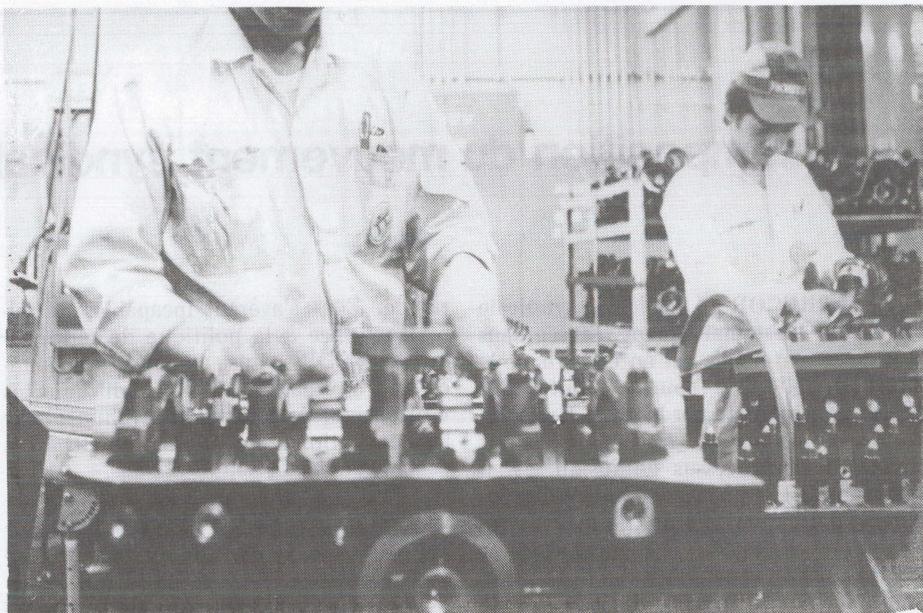
Ainsi, en ce qui concerne l'unification syndicale « à droite », en 1985 doit être mis en place un Comité pour l'unification dans le secteur public, et en 1987 devrait être réalisée l'unification générale du secteur public et privé.

— Quelle est la situation de Rodo Joho, et plus généralement des courants de gauche dans le mouvement syndical ?

— Au moment de la formation de Zenmin Rokyo, il existait plusieurs courants d'opposition syndicale :

— Rodo Joho, composé de militants d'extrême-gauche, de syndicats traditionnellement combattifs dans Sohyo, de petits syndicats indépendants, etc.

— le Caucus (regroupement) des syndicats unis (Toitsu Rosokon), dirigé par le Parti communiste. Ce groupement fonc-



Travailleurs japonais. (DR)

tionne en fait depuis longtemps comme une opposition au sein du Sohyo, même s'il n'a été formellement constitué que récemment.

— Trois anciens dirigeants du Sohyo ont lancé un appel pour l'unification des tendances de gauche contre le tournant à droite de la direction syndicale et ont formé un Institut des travailleurs (Roken). Roken est surtout appuyé sur des cadres moyens du Sohyo. Ses promoteurs espèrent en regrouper environ un millier sur une base régulière.

Rodo Joho et Roken ont constitué le Conseil national de liaison du travail (Zenkoku Rosoren), qui joue un rôle important en donnant un cadre organisationnel commun aux militants. Mais, actuellement, il n'y a que 10 000 personnes environ organisées dans ce cadre. Bien que beaucoup de militants ouvriers aient des espoirs plus ou moins diffus vis-à-vis de Rosoren et de Roken, il leur est souvent difficile de rejoindre ces organismes dirigés par la gauche. Et ce, notamment parce que ces organismes n'ont pas encore d'objectifs de travail bien définis. Il a été, en effet, relativement facile de faire bloc ensemble contre la politique développée par Zenmin Rokyo. Mais il est beaucoup plus difficile de définir en positif une ligne propre, une orientation active de travail en commun. Il est évidemment possible de reprendre en charge les terrains d'action que la direction du Sohyo abandonne aujourd'hui (la mobilisation antiguerre, contre le nucléaire et les missiles de croisière, l'organisation des secteurs non syndiqués, etc.).

Une autre difficulté tient au poids du Sohyo sur le plan national. Les membres du Sohyo hésitent devant la double appartenance (Sohyo et Roken ou Rosoren) ou devant le changement de centre syndical national. Le véritable test sur les évolutions en cours interviendra lorsque le Sohyo disparaîtra dans le cadre de l'unification syndicale « à droite ». A ce moment-là, les militants de gauche devront se déterminer plus précisément. Avant cela, je

crois qu'il ne faut pas attendre de grands bouleversements dans le mouvement syndical japonais.

— Et qu'en est-il de la responsabilité des syndicalistes et des militants ouvriers vis-à-vis des luttes anti-impérialistes en Asie orientale ?

— Zenmin Rokyo veut défendre l'« intérêt national » du Japon, c'est-à-dire défendre les intérêts du capitalisme japonais dans la région et face à la concurrence internationale. La gauche « lutte des classes » doit, elle, se fonder sur la solidarité internationaliste et anti-impérialiste.

Certains disent d'ailleurs que la situation au Japon ne pourra changer que sous l'impact de facteurs extérieurs. Cela a déjà été le cas dans le passé, avec les invasions mongoles, l'arrivée de la canonnière américaine au milieu du siècle dernier, et avec la deuxième guerre mondiale. Dans le mouvement ouvrier lui-même, il y a des facteurs de ce type. La solidarité internationale et le mouvement anti-impérialiste peuvent jouer un grand rôle, avec des échanges d'expériences et la pression du dehors. On peut noter, par exemple, l'impact de l'action des syndicalistes occidentaux qui dénoncent les conditions de travail au Japon (salaires et horaires de travail, etc.), ou l'impact politique de la lutte de libération nationale aux Philippines et de la lutte démocratique en Corée du Sud.

Il faut remplacer l'idéologie traditionnelle dans le mouvement ouvrier, de paix et de démocratie, qui a perdu son rôle central, par de nouveaux principes de solidarité internationaliste de classe. Pour clarifier nos propres principes, il faut comprendre le lien entre le mouvement pour la paix et la démocratie au Japon (et nos conditions d'existence au Japon) et la répression qui s'exerce à l'encontre des peuples d'Asie. ■

Propos recueillis par Pierre ROUSSET, Tokyo, 27 juillet 1984.

# Le communalisme, ses causes et ses conséquences

Essai d'analyse du phénomène communaliste à la lumière des émeutes de Bombay

**D**ÉPUIS une quinzaine d'années, on assiste un peu partout en Inde à une montée du communalisme (1). Les émeutes à caractère communaliste ont coûté la vie à des milliers de personnes et ont eu un impact durable même sur ceux qui n'en ont pas été directement les victimes. Pendant cette dernière décennie, il y a eu en moyenne 150 conflits communalistes par an, qui ont entraîné la mort de centaines de personnes et fait des dizaines de milliers de sans abri, de chômeurs et de déracinés.

Depuis 1977, le nombre de ces conflits s'est multiplié de façon spectaculaire. Pour 36 décès dus à la violence communaliste en 1977, il y en a eu 375 en 1980. Depuis, cette tendance s'est encore renforcée, au point que l'on dénombre plus de 400 incidents de cette nature pour la seule année 1983, et 300

## DOCUMENT

La ville de Bombay a été secouée, au mois de mai 1984, par des émeutes communalistes qui ont duré deux semaines. Celles-ci ont commencé le 18 mai par une vague d'assassinats, de pillages et d'incendies à Bhivandi, centre de l'industrie du textile situé à 40 kilomètres au nord de Bombay. Ensuite, la ville de Bombay elle-même, qui n'avait pas connu d'événements de ce genre depuis l'indépendance de l'Inde en 1947, est également devenue le théâtre de tensions inter-communautaires, qui ont culminé par des émeutes dans plusieurs quartiers. Dix jours après, lorsque ces émeutes eurent été maîtrisées, les chiffres officiels dénombrent 300 morts et 1 800 blessés pour Bombay et sa région, mais, d'après des calculs officieux plus dignes de confiance, le bilan réel s'élèverait à 1 000 morts et 4 000 blessés. A ces données, il faut ajouter 60 000 personnes sans abri et plus de 50 000 qui se sont retrouvées au chômage. C'est dans la communauté musulmane que l'on trouve le gros des victimes.

Quelles ont été les causes de ces émeutes ? Ont-elles été spontanées ou organisées ? Quel rôle ont joué les facteurs économiques et politiques ? Pour répondre à ces questions, il faut tout d'abord examiner en détail la chronologie même des événements.

## LES ORIGINES DES ÉMEUTES DE LA RÉGION DE BOMBAY

En novembre et décembre 1983, la Vishva Hindu Parishad (Conférence universelle hindoue), une organisation hindoue foncièrement communaliste, a organisé dans tout le pays une manifestation dont les objectifs étaient de promouvoir un renouveau hindou et d'engendrer des sentiments anti-musulmans. Cette propagande a eu un grand impact. En janvier 1984 a été créée à Bombay une nouvelle

morts depuis le début de 1984 dans le seul Etat de Maharashtra, dont la capitale est Bombay.

L'article que nous publions ci-dessous constitue une approche de ce phénomène à partir d'une analyse concrète des événements qui se sont déroulés en mai 1984 dans la région de Bombay et ont mis aux prises hindous et musulmans quelques semaines seulement avant la prise d'assaut du temple sacré des sikhs (le Temple d'Or) par l'armée indienne, à Amritsar, dans l'Etat du Pendjab. Ce texte est une version légèrement abrégée d'un dossier réalisé par l'Organisation communiste révolutionnaire (Inqualabi Communist Sanghathana), section indienne de la IVe Internationale. ■

organisation communaliste, le Hindu Mahasangh, dont le président est Bal Thackeray, un responsable de la Shiv Sena (2) et le vice-président Vikram Savarkar. Au même moment, il y a eu une grande campagne d'affichage à Bombay. Les affiches étaient divisées en deux parties, avec d'un côté une famille hindoue — deux parents et deux enfants — et la légende « *Nous deux, nos deux* » et, de l'autre, une famille musulmane — avec le mari, ses quatre femmes et leurs vingt-cinq enfants — et la légende « *Nous cinq, nos vingt-cinq* ». Ces affiches appelaient aussi à l'action immédiate contre le risque de voir les musulmans devenir plus nombreux que les hindous. Mais, au lieu de réagir contre cette propagande communaliste, les pouvoirs publics ont fait preuve d'une complaisante tolérance.

Chaque année au mois d'avril, une fête religieuse hindoue est célébrée dans l'Etat de Maharashtra. Toutefois, après les émeutes communalistes de Bhivandi en 1970, la procession religieuse qui faisait partie de cette fête avait été interdite. Elle a néanmoins été de nouveau permise par les autorités de l'Etat, en 1984, et s'est déroulée à Bhivandi avec la participation de personnalités communalistes, comme Thackeray et Savarkar. Cette procession a parcouru des quartiers musulmans en lançant des slogans provocateurs. Lors du

rassemblement clôturant la procession, Savarkar a pris la parole pour exiger un code civil uniforme, cette revendication étant justifiée par l'allégation complètement fautive selon laquelle, sinon, la communauté musulmane deviendrait majoritaire en Inde (3). Il faut toutefois noter qu'aucune procession religieuse n'a été organisée à Bombay, mais uniquement à Bhivandi, ville de 400 000 habitants, dont 60 % de musulmans. Lors du rassemblement final auquel participaient des hindous venus de toute la région, le dirigeant de la Shiv Sena n'a pas hésité à appeler les Hindous à prendre l'épée pour défendre leur religion.

Le 21 avril, Thackeray a aussi prononcé un discours, devenu tristement célèbre, lors d'un meeting du Hindu Mahasangh. Il reconnut lui-même ensuite y avoir insulté les musulmans et avoir déclaré que si rien n'était fait pour les en empêcher, ils deviendraient majoritaires en Inde, car ils se développaient comme un cancer, et que la seule solution à ce problème passait par une intervention chirurgicale. A partir de ce moment-là, il n'aura fallu que quelques semaines pour que les émeutes éclatent.

Le 16 mai, un véritable couvre-feu a été imposé dans le quartier de Parel à Bombay par la Shiv Sena, et les 17 et 18, des magasins dans toute la ville ont été

1. Le terme de « communalisme » désigne des formes de regroupement et d'entraide reposant sur des bases ethniques et religieuses. Il sert aussi à dénoncer le clientélisme politique fondé sur les intérêts propres à ces regroupements. Le communalisme se double parfois d'une concurrence entre castes.

2. La Shiv Sena (armée de Shivaji) se réclame de Shivaji Bhonsle, un homme de guerre marathe du XVIIe siècle. Cette organisation, fondée en 1965 par Bal Thackeray, est animée par un esprit nationaliste marathe militant, ainsi que par un hindouisme fervent. Ce mouvement prône un nationalisme anti-musulman et revanchard sur le thème « le Maharashtra aux Marathes ». Son leader, Bal Thackeray, n'hésite pas à déclarer, en parlant des musulmans : « On de-

vrait instituer un permis d'entrer dans cette ville, tous les immigrants clandestins seraient renvoyés d'où ils viennent. (...) Tous ceux qui placent l'Islam avant la patrie devraient être mis au pas. (...) Est-ce un crime pour des hindous d'être fiers de leur religion ? Ce pays est à nous. Les musulmans ont le Pakistan et le Bangladesh. Ici, c'est l'Hindoustan. Telle était l'idée de base du partage de l'empire des Indes. » (Le Monde, 30 mai 1984).

3. Les hindous (y compris les Intouchables) représentent environ 83 % de la population totale de l'Inde, les musulmans 14 %, les sikhs 2 %. Dans l'Etat du Maharashtra, les musulmans représentent environ 12 % de la population.

obligés de fermer boutique. Dans le même temps, la tension communaliste s'est accentuée à Bhivandi. Dans le quartier de Ghunghatnagar, une bagarre éclata après que quelques jeunes musulmans aient hissé le drapeau vert de l'Islam dans un endroit à majorité hindoue. Le soir même, quelques musulmans se réunissaient pour débattre de la réponse à apporter aux déclarations communalistes de Thackerey. Après une longue discussion, les éléments les plus modérés ont eu le dessus et la réunion décidait d'envoyer une délégation chez Thackerey, afin de vérifier ses déclarations.

Mais dans la nuit du 17 au 18 mai, des attaques simultanées et systématiques étaient lancées contre des quartiers à majorité musulmane, qui furent pillés et incendiés. Ces attaques, qui causèrent beaucoup de morts, ont été menées par des bandes armées — y compris avec des fusils — qui clamaient des slogans anti-musulmans. Le caractère simultané de ces attaques, leur coordination et le type d'armes utilisées excluaient d'emblée toute spontanéité de ces actions. La police, lorsqu'elle était présente, se comporta en témoin impassible des événements.

Dans le petit quartier de Nai, qui comptait 1 500 familles, on a assisté à un phénomène un peu particulier. Ce quartier très pauvre comporte une majorité de musulmans, mais des familles hindoues y habitent aussi. Là, les hindous et les musulmans se sont alliés pour résister à l'agression extérieure. Cette résistance a tenu un certain temps avant d'être vaincue. Ce phénomène de résistance conjointe des hindous et des musulmans face aux agressions allait se reproduire souvent dans les jours qui suivirent, à Bhivandi aussi bien que dans divers quartiers de Bombay.

Les émeutes, aussi bien que les violences sporadiques et les assassinats, se sont poursuivis pendant dix jours, et quand l'armée est finalement intervenue, les dégâts étaient déjà très importants. Beaucoup de gens étaient retournés dans leurs villages d'origine, et environ 50 000 personnes croupissaient dans de prétendus camps de secours. Quant à l'aide alimentaire envoyée par le gouvernement central, elle fut soit détournée par des intermédiaires, soit vendue sur le marché noir par le gouvernement de l'Etat lui-même. Comme toujours dans de pareilles situations, le gouvernement a fait des promesses aux sinistrés, mais ces derniers ont peu de chance de recevoir une quelconque indemnisation.

Dans le même temps, des émeutes, des incendies et des pillages ont aussi eu lieu le 19 mai dans les quartiers musulmans de Bombay, causant la mort de 100 personnes et de nombreux blessés. C'est l'intervention de l'armée qui mit finalement fin à ces exactions, mais les entrepreneurs immobiliers de cette ville ont voulu tirer profit de ces tensions communalistes. Dans une série de quartiers populaires, des baraquements ont été incendiés et les habitants ont ensuite été empêchés de revenir sur leurs lieux d'habitation. Dans



Une gare détruite lors d'émeutes communalistes. (DR)

ces endroits, les attaques ont été plus systématiques, bien armées et coordonnées. Les entrepreneurs, toujours avides de nouveaux terrains à bâtir, ont organisé l'incendie de ces baraquements en utilisant les émeutes comme prétexte. Tout de suite après la démolition de ces baraques, ils ont d'ailleurs fait occuper les terrains avec l'appui de la police.

Bhivandi est un centre de production textile dont l'industrie principale est fondée sur le métier à tisser mécanique. En fait, ce secteur informel, non structuré en grandes unités de production, produit à lui seul plus de tissu que toute l'industrie du textile de Bombay. Pendant la grande grève du textile de 1982 (4), le métier mécanique a connu une expansion importante, qui a donné lieu à une concurrence acharnée. Beaucoup de musulmans sont aussi propriétaires de métiers mécaniques,

et cette concurrence peut donc très facilement prendre une forme communaliste.

Ces émeutes font donc clairement apparaître le rôle communaliste joué par des organisations comme Shiv Sena, Hindu Mahasabha, Patit Pawan, Rashtriya Swayamsevak Sangh (Corps national des volontaires), Hindu Mahasangh, etc., mais aussi celui joué par la police et par le gouvernement de l'Etat de Maharashtra, dirigé par le parti du Congrès (I) d'Indira Gandhi.

#### LE RÔLE DE LA POLICE ET DU GOUVERNEMENT DE L'ÉTAT

D'après tous les rapports et témoignages, les policiers ont joué un rôle de témoins passifs, lorsqu'ils n'ont pas ouver-

4. Cf. *Inprecor* numéro 137 du 22 novembre 1982.

tement aidé les agresseurs de la Shiv Sena. A Cheetah Camp, à Trombay, grand bidonville où habitent hindous et musulmans aussi bien que des chrétiens, la police a joué un rôle ouvertement communaliste. Les habitants de ce quartier s'attendaient à une attaque de l'extérieur, aussi, hindous, musulmans et chrétiens se sont-ils unis pour se protéger. Mais cette « attaque » est venue non pas de la part d'« éléments anti-sociaux », mais des prétendus gardiens de l'ordre eux-mêmes, c'est-à-dire de la police. Le 27 mai, des policiers du commissariat de Trombay sont en effet entrés dans le camp avec des soldats et ont tué au moins 15 personnes. Au moment de la fusillade, on a entendu les policiers crier des slogans de la Shiv Sena. Le commissaire s'est trouvé contraint d'admettre par la suite qu'il y avait eu des excès commis par le personnel de son département, mais aucune enquête judiciaire ne sera menée, sauf une simple enquête départementale qui n'aura aucune suite. A Cheetah Camp, à Govandi et ailleurs, la police a clairement proclamé aux musulmans que « sous notre uniforme de policiers, nous sommes des Shiv Sainik » (membres de la Shiv Sena, ndlr.)

Nos discussions avec les habitants de Bhivandi ont partout fait apparaître la partialité de la police. Dans chaque zone touchée par les émeutes, c'était à peu près la même histoire. Les attaques ont été menées par des gens — dont certains étaient du quartier et d'autres amenés de l'extérieur en camions — qui étaient bien armés, chacun possédant une épée ou une dague. Quand les habitants des bidonvilles, principalement des musulmans, ont essayé de s'organiser pour résister aux tentatives de destruction de leurs maisons, ils ont été étonnés de voir que ces nervis étaient accompagnés par des policiers qui n'ont pas hésité à leur tirer dessus. En voyant leurs camarades tomber sous les balles de la police, les musulmans de ces groupes d'auto-défense ont fui, laissant leur propriété, leurs parents et leurs amis à la merci des nervis, qui ont eu le champ libre pour tuer et détruire.

Quant au parti au pouvoir dans l'Etat du Maharashtra comme dans l'Union indienne, le Congrès (I), qui se réclame pourtant de la laïcité quand cela lui convient, il a montré, par son comportement pendant ces émeutes, qu'il ne respecte plus guère les principes laïcs, même en paroles. Plusieurs faits, dont nous donnons quelques exemples ci-dessous, l'attestent :

— Malgré le fait que les émeutes aient coûté la vie à mille personnes au moins, pour la plupart des musulmans, la mise en place d'une commission d'enquête judiciaire a été refusée par le chef du gouvernement du Maharashtra, Vasantdada Patil. Comme le montre l'exemple de la commission Madon sur les émeutes de Bhivandi de 1970, il ne faut certes pas avoir d'illusions sur l'utilité de ce genre d'enquêtes, mais leurs rapports peuvent parfois divulguer au moins des faits vérifiés et

une analyse honnête, et c'est de cela que le gouvernement du Congrès (I) a peur.

— En janvier 1984, Thackerey et Savarkar auraient pu être poursuivis en justice pour leur responsabilité dans l'affaire des affiches anti-musulmanes et pour leurs discours incendiaires. Ni l'un ni l'autre n'ont été inquiétés par le gouvernement. En plus, après son discours ouvertement communaliste du 21 avril, non seulement Thackerey n'a pas été poursuivi, mais le chef du gouvernement de l'Etat a fait des déclarations à la presse justifiant les proclamations d'innocence du chef de la Shiv Sena, et cela sans avoir même écouté l'enregistrement de son discours.

— Le gouvernement a autorisé la procession religieuse du Shiv Jayanti à Bhivandi, après l'avoir interdite pendant 15 ans, et sachant bien qu'il y avait déjà eu des manifestations de communalisme à cette occasion.

— Avec son réseau d'informateurs très efficace, le chef du gouvernement de l'Etat devait savoir à l'avance ce qui se tramait. Il n'a pourtant pris aucune mesure préventive.

— Aucune poursuite n'a été engagée contre des communalistes hindous, ni contre des policiers responsables des exactions. Informée des accusations contre ces derniers, le Premier ministre de l'Union indienne et chef du Congrès (I), Indira Gandhi, s'est contentée de déclarer qu'il « faudra étudier la question ».

— Le chef du gouvernement de l'Etat, Vasantdada Patil, a accusé la presse musulmane d'incitation aux émeutes, en gardant par contre le silence sur les actions de Thackerey et de ses amis. Pendant les émeutes, ces derniers ont pu se déplacer sans problème, alors même que l'Imam de Juma Masjid a été empêché de se rendre dans les zones affectées par les émeutes.

— Moins d'un mois après les émeutes, Vasantdada Patil passa une alliance avec Thackerey pour l'élection du vice-président au conseil législatif de l'Etat. Tout de suite après ce marchandage, Sarpotdar, un dirigeant de la Shiv Sena emprisonné pour ses activités communalistes, a été libéré.

Tous ces faits nous mènent irrésistiblement à la même conclusion : le gouvernement de Vasantdada Patil a activement aidé les forces du communalisme hindou et il porte autant de responsabilités au sujet des émeutes que ceux qui y ont participé physiquement. C'est contre toute logique que, même après avoir pris connaissance de ces faits, il y a encore des laïcs sincères qui pratiquent la politique de l'autruche en continuant à louer le parti du Congrès (I) pour sa laïcité.

#### LES PRÉCÉDENTES ÉMEUTES DE BARODA, DE GODHRA ET DE JAMSHEDPUR

Baroda, véritable capitale industrielle de l'Etat du Goudjerat, situé au nord de Bombay, a une population de 900 000

personnes, dont 15 % de musulmans, 35 % de marathas et 52 % de Goudjeratis. Les musulmans et les marathas sont en général très pauvres. En fait, 85 % des musulmans vivent en-dessous du « seuil de la pauvreté ». Grâce à l'interdiction de la vente de l'alcool, un trafic illicite y prospère, avec un chiffre d'affaires de 100 000 roupies (environ 75 000 francs) par jour pour la seule ville de Baroda. Les patrons de ce trafic illégal jouissent de la protection d'hommes politiques et de policiers, et on estime que ces derniers en bénéficient pour un total de 60 000 roupies par an (environ 45 000 francs). Ce trafic est dirigé par les Bhois et les Kahars, du côté des hindous, et aussi par des musulmans, qui se livrent à une concurrence farouche. Les émeutes de 1981-1982 eurent pour cause principale les liens de ces différents secteurs avec les protecteurs qui appartiennent à des fractions rivales du parti du Congrès (I). Les trafiquants bhois et kahar sont protégés par Bhogilal (vice-président de la municipalité de la ville de Baroda) et Solanky (chef du gouvernement de l'Etat du Goudjerat), alors que leurs concurrents musulmans disposent de la protection du ministre des Finances du gouvernement de l'Etat, Sanat Mehta. Récemment, les Marathes se sont de plus en plus investis dans ce trafic, concurrençant les musulmans. Lors des émeutes, les musulmans ont été abattus sans merci par la police. Par la suite, ils demandèrent la mutation de certains policiers. Mais la tentative du gouvernement de l'Etat de muter le commissaire de Baroda, Jaspal Singh, déclencha une nouvelle vague d'émeutes. Les tensions communalistes ont duré pendant plus d'un an, faisant 33 morts, 336 blessés et d'importants dégâts matériels.

Godhra est une ville en pleine croissance du nord-ouest de l'Inde, avec une population de 85 000 habitants, dont 35 000 musulmans (20 000 Ghanchis, 5 000 Syeds et 10 000 Bhoras). Les habitants les plus pauvres sont les Ghanchis, qui sont des agriculteurs ou des camionneurs, et qui, à la différence des Bhoras, ont des familles nombreuses. Juste après la partition de l'Inde, en 1947 (5), il y a eu une importante immigration de Sindhis en provenance du Pakistan venus s'installer à Godhra. Aujourd'hui, il y en a environ 8 000. Ce sont traditionnellement de petits commerçants. Ces Sindhis, qui ont un statut social inférieur aux autres hindous, ont réussi à casser le monopole traditionnel du commerce de blé que détenaient ces derniers, et ce sont eux qui dominent maintenant ce commerce. En plus, du fait de la pression d'une population croissante, il y a aujourd'hui une importante crise du logement à Godhra. En 1948, quand les Sindhis sont venus du Pakistan, ils ont amené avec eux des souve-

5. Lors de l'effondrement de l'empire britannique des Indes, la partition s'est faite suivant des critères religieux, les musulmans formant le Pakistan (occidental et oriental, ce dernier devenant plus tard le Bangladesh). Cela donna lieu à de nombreux affrontements inter-communautaires.

nirs frais des émeutes communalistes qui s'étaient produites au moment de la partition du pays. Godhra elle-même était devenue, à cette date, le théâtre d'émeutes communalistes qui se sont régulièrement reproduites depuis. Les organisations communalistes hindoues, frappées par le nouveau monopole sindhi sur le commerce du blé, ont réussi à créer un conflit communaliste entre les Sindhis et les musulmans et, en octobre 1980, cinq Sindhis ont été brûlés vifs par des musulmans, des émeutes continuant jusqu'en août 1981.

Les émeutes de Jamshedpur, d'avril 1979, constituent un autre exemple de la violence communaliste. Jamshedpur est une ville industrielle qui a connu une croissance rapide et une affluence de travailleurs immigrés. La population de la ville est passée de 5 000 habitants en 1911 à 300 000 en 1961 et à 800 000 en 1979. Dans le centre-ville habitent essentiellement les employés de Tata et d'autres entreprises. Les travailleurs les moins favorisés, les saisonniers et les petits commerçants, sont installés pour la plupart dans les quartiers limitrophes de la ville. Mango est un exemple typique de ces quartiers. Avec une importante population musulmane, il a connu une croissance démographique de 1 000 % entre 1971 et 1979. Il existe une concurrence acharnée pour la terre, qui a été la cause de conflits importants et même d'assassinats. A la suite des émeutes de 1964 à Jamshedpur, environ 4 000 musulmans se sont réfugiés au Pakistan, et l'objectif des émeutes de 1979 était de chasser les musulmans de la terre. Ces émeutes ont été organisées par l'organisation communaliste RSS (Corps national des volontaires), avec une participation active de la police de l'Etat et de la police militaire. Les principaux participants aux agressions étaient les Adivasis, indigènes de la région, qui sont pour la plupart des travailleurs agricoles sans terre qui ont progressivement été chassés de ce quartier. Leur

colère contre ceux qui leur avaient volé la terre a été habilement détournée par le RSS contre les musulmans.

En partant de ces exemples, et d'autres encore qu'on pourrait citer, se définissent une série d'éléments permettant d'analyser les récentes émeutes communalistes qui se sont déroulées en Inde.

#### QUELQUES ÉLÉMENTS D'ANALYSE

Il faut tout d'abord remarquer qu'entre 1950 et 1964, il y a eu relativement peu de troubles communalistes. Par contre, à partir de 1964, leur rythme s'est accéléré. Les émeutes des années 1950 semblent être des éruptions spontanées de violence et de haine communaliste. Celles d'après 1964 ont un caractère plus organisé. Aussi, les pertes en vies humaines durant les années 1950 furent-elles beaucoup plus limitées (316 morts pour toute la décennie). Après 1964, les émeutes communalistes sont plus meurtrières : elles font trois fois plus de morts pour la seule année 1969 que pour toutes les années de la décennie 1950. Dans chaque émeute qui éclate aujourd'hui, le nombre de musulmans qui trouvent la mort est plus élevé. Leurs pertes en vies humaines et en destruction de biens dépassent largement les pertes des hindous.

Les émeutes communalistes sont plus courantes dans les zones urbaines, bien qu'elles commencent à s'étendre aussi à la campagne, et ces conflits ne se limitent pas à des affrontements entre hindous et musulmans. Il y a une tendance croissante à des conflits entre sikhs et hindous, hindous et chrétiens, hindous et bouddhistes, etc.

Les émeutes des dernières années ont été de durée plus longue. Les affrontements qui ont commencé à Baroda en 1981 ont duré plus d'un an. Même à Bombay, les émeutes du printemps dernier ont redémarré un mois après leur déclenchement initial. Les organisations

communalistes, musulmanes aussi bien qu'hindoues, se sont renforcées dans la dernière période, mais il y a une différence sociale entre ceux qui engendrent la haine communaliste et ceux qui participent directement aux émeutes. En général, ce sont les couches moyennes et supérieures de la population qui organisent la propagande communaliste, mais les émeutiers proviennent des couches les plus défavorisées.

Une analyse superficielle des émeutes montre que dans la plupart des cas elles ont été déclenchées par des incidents assez banals. Cela peut être des pétards qui éclatent à côté d'une mosquée, ou l'utilisation du mot « fuyard » pour caractériser le prophète Mahomet dans un livre scolaire, comme cela fut le cas à Malegaon, dans l'Etat du Maharashtra en 1982. Parmi d'autres « causes immédiates » des émeutes, il y eut des hauts-parleurs dirigés d'un temple hindou vers une mosquée, ou un litige autour d'une parcelle de terre entre hindous et musulmans. Mais ce serait une grave erreur d'en tirer la conclusion que les émeutes communalistes ne représentent que des affrontements entre des fanatiques à cause de différends religieux banals. Car, en fin de compte, ces émeutes ne sont que le produit d'un mécontentement de masse profond et prolongé. Les émeutes en sont les manifestations les plus aiguës, mais le communalisme est largement présent dans la société, même en temps normal, car dans la société indienne, un individu subit depuis sa naissance, de façon consciente ou inconsciente, une éducation quotidienne de haine contre « l'autre communauté ». Cette offensive idéologique passe par des plaisanteries apparemment anodines ou des livres d'école au contenu communaliste, aussi bien que par les discours des hommes politiques. Et tout cela, malgré le fait que toutes les religions prêchent la tolérance, alors que le communalisme représente exactement le contraire, c'est-à-dire l'intolérance totale.

Alors, pourquoi cette dichotomie ? Le communalisme est-il une composante nécessaire de la religion ? Nous ne le pensons pas. Nous pensons que le communalisme est absolument contraire à la religion. Beaucoup de gens confondent cependant les croyances religieuses avec le communalisme. Ils pensent que le communalisme est inévitable là où il existe plus d'une religion. C'est une idée fautive. On trouve dans l'histoire des civilisations des exemples où des religions différentes ont coexisté pacifiquement pendant des siècles. On les trouve même dans l'histoire de l'Inde. Certes, il y eut aussi des émeutes communalistes au XIV<sup>e</sup> siècle, puis sous le règne d'Aurangzeb (1658-1707), mais cela ne représentait pas une tendance générale. Par exemple, même la lutte de Shivaji contre Aurangzeb n'était pas un conflit entre hindous et musulmans, mais une lutte contre l'extension de l'autorité centrale. En fait, Shivaji avait des musulmans dans son armée et son principal lieutenant était musulman.

Emeutiers hindous au Pendjab. (DR)





Femmes indiennes construisant un barrage. (DR)

Le communalisme doit être compris comme un phénomène structurel de la société indienne actuelle et aussi comme une stratégie des classes dirigeantes pour diviser les masses. Il devient donc évident que des facteurs politiques ont joué un rôle significatif dans toutes les émeutes communalistes. Mais ces facteurs politiques n'opèrent pas dans le vide ; il faut en effet certaines conditions sociales et économiques pour qu'ils se développent. Quels sont donc les facteurs socio-économiques qui mènent à des émeutes communalistes ?

Le communalisme comme phénomène généralisé ne date que de la deuxième moitié du XIXe siècle. Pour des raisons historiques, les hindous (ou une partie d'entre eux) ont été exposés, dès le début du XIXe siècle, à l'éducation britannique 50 ans avant les musulmans. Des mouvements réformistes sont nés au sein de la société hindoue, et les sentiments nationalistes ont été exprimés, au début, par les couches moyennes éduquées de cette communauté. Les couches moyennes musulmanes, qui ont eu accès plus tard à l'éducation coloniale, ont identifié le nationalisme indien avec l'hindouisme, et une partie de ces couches ont donc créé un courant nationaliste musulman séparé. En plus, les musulmans étaient très dépendants de l'administration britannique. Ils sont donc largement demeurés extérieurs au mouvement nationaliste, et même quand ils ont commencé à s'y investir, à partir de 1910, ils l'ont fait avec une idéologie islamique spécifique. En plus, la direction du mouvement nationaliste indien elle-même a parfois eu des prises de position communalistes. Le mahatma Gandhi lui-même (1869-1948) utilisait des concepts religieux pour mobiliser les masses. Les musulmans ne pouvaient pas s'identifier avec de tels con-

cepts. Il existait aussi, dans les deux communautés, des forces prêtes à détourner le mécontentement des masses dans un sens communaliste.

Les colonialistes britanniques ont su utiliser les germes du communalisme à leurs propres fins, dans le but d'aller vers la partition de l'Inde sur la base de la division hindous-musulmans. Au moment où cette partition est devenue une réalité, en 1947, les sentiments communalistes se sont transformés en émeutes, les plus graves entre ces deux communautés qu'ait connu le sous-continent indien. Les foyers principaux de ces émeutes se trouvaient dans les Etats du Goudjerat, du Pendjab, de Dehli, d'Uttar Pradesh, du Bengale et du Cachemire. Nous ne pouvons faire ici une analyse détaillée du communalisme à l'époque de la domination britannique. Passons donc à la période qui commence avec l'indépendance de l'Inde, en 1947. Comme nous l'avons déjà indiqué, c'est à partir de 1964 que l'on assiste à une remontée des tensions communalistes. Au-delà des causes immédiates très diverses des conflits qui ont éclaté, nous pouvons discerner des tendances générales qu'il s'agit d'analyser maintenant.

#### LES CAUSES PROFONDES DES AFFRONTEMENTS COMMUNALISTES

La plupart des villes qui ont été touchées par des émeutes communalistes sont des centres industriels et commerciaux en plein développement. Elles disposaient toutes d'un fort pourcentage de population musulmane, allant de 12 % pour Baroda à 67,5 % pour Malegaon, la plupart des autres exemples se situant entre 33 % et 38 % (Hyderabad, Meerut, Aligarh, etc.), d'après les statistiques du

recensement de 1971. Toutes ces villes sont en plein développement industriel et commercial. Par exemple, Baroda est en train de devenir un centre industriel important, Ahmedabad et Bhivandi sont des lieux de production de textiles, Moradabad est un centre important de fabrication d'ustensiles de cuivre jaune, Jamshehpur dispose d'une industrie sidérurgique. Dans tous ces centres industriels, la croissance économique a produit des formes de concurrence et des conflits d'intérêts entre hindous et musulmans. Traditionnellement, les deux communautés gagnaient leur vie en exerçant des métiers distincts. Mais la dynamique de la croissance commence à modifier les habitudes traditionnelles de ces deux communautés et à les mettre en concurrence directe, menant ainsi à des conflits.

#### LA MOBILITÉ SOCIALE DES MUSULMANS

Comme conséquence immédiate de la partition de 1947, beaucoup de musulmans sont partis s'installer au Pakistan. Ceux qui sont restés en Inde étaient soit des zamindars (propriétaires fonciers) qui auraient perdu leur propriété s'ils étaient partis, soit des artisans. Les couches moyennes éduquées ont émigré en masse pour trouver de meilleures possibilités de poursuivre une carrière au Pakistan. Cette tendance à l'émigration s'est prolongée encore pendant 15 ans après l'indépendance de l'Inde. Au fur et à mesure que les musulmans devenaient plus éduqués, ils partaient au Pakistan. Même ceux qui restaient avaient toujours la perspective de partir « un de ces jours ». Ainsi fut créé un « vide des couches moyennes » parmi les musulmans en Inde. Les artisans et les ouvriers qualifiés avaient une activité professionnelle liée à l'aristocratie foncière. Le développement inégal et combiné de l'économie indienne — notamment la disparition des grandes propriétés foncières couplée à l'absence d'une croissance suffisante de l'industrie — les a poussés dans les bras des intermédiaires et commerçants, lesquels étaient presque sans exception des hindous.

Depuis le milieu des années 1960, la situation s'est radicalement transformée. Nous pouvons reprendre à ce propos l'analyse d'Imtiaz Ahmed, qui écrit : « Les musulmans se sont rendus compte qu'ils devaient nager ou se noyer dans ce pays, et ils ont décidé de nager. Des opportunités accrues, conséquence du développement économique de la décennie précédente et de l'expansion du marché de l'artisanat à l'étranger, leur ont fourni des possibilités de rattrapage économique. Petit à petit, en accumulant des économies grâce à leurs salaires qui augmentaient avec l'expansion de la demande, une partie au moins des artisans et ouvriers qualifiés musulmans a réussi à se transformer en petits entrepreneurs et a commencé à concurrencer les artisans et commerçants hindous. Au fil des années, quelques-uns d'entre eux ont pu devenir des hommes d'affaires d'un certain poids,

qui dirigent leurs propres ateliers où ils emploient des artisans et des ouvriers musulmans, ou qui sont engagés dans le commerce d'exportation de biens à l'étranger. » Ces développements ont laissé le champ libre à l'agitation communaliste.

*La pression sur la terre.* Dans toutes les villes qui connaissent actuellement une croissance rapide, il y a une pression importante sur la terre. Avec l'expansion des villes, des travailleurs immigrés arrivent toujours plus nombreux et s'installent dans les quartiers limitrophes. Le prix de la terre monte et la spéculation immobilière se développe de façon importante. Des terrains qui étaient inutiles auparavant deviennent intéressants d'un point de vue commercial et attirent des spéculateurs qui ont intérêt à se débarrasser des occupants « illégaux ». Et pour le faire, quel meilleur moyen que le communalisme ?

La couche des nouveaux riches musulmans s'est aussi investie de façon importante dans la propriété immobilière. Après avoir épuisé les possibilités de tous les quartiers musulmans, ils s'orientent maintenant vers ceux habités par des non-musulmans, créant encore une fois des conditions favorables aux forces communalistes. Ce facteur constitue une des causes principales des émeutes d'Aligarh et de Moradabad, et a aussi joué un rôle important à Bombay.

*L'intégration de la communauté.* Une des explications des récentes émeutes communalistes est assez déconcertante. A l'encontre des idées reçues, selon lesquelles les émeutes communalistes éclatent dans un contexte de désagrégation sociale, nous observons qu'en réalité c'est souvent le contraire qui est vrai. Les musulmans qui, dans les années 1950, étaient économiquement arriérés, politiquement soumis et culturellement repliés sur eux-mêmes, ont commencé ensuite à s'affirmer en tant que communauté. Leur réserve antérieure à l'égard de la société indienne est en train de disparaître. Certains secteurs de la population musulmane essaient de traduire leur nouveau pouvoir économique sur le plan politique. La menace ainsi posée aux intérêts hindous produit des conflits et des affrontements. Cet aspect des choses s'éclaircit lorsqu'on regarde l'évolution du Jamat-e-Islami, une organisation communaliste musulmane créée en 1948. Pendant plusieurs années, elle prônait une politique d'abstention à l'égard de la vie politique en Inde, par exemple le boycott des élections. Elle justifiait cette orientation en expliquant qu'une véritable société islamique ne pouvait exister que là où les musulmans contrôlaient le gouvernement, ce qui était de toute façon impossible en Inde à cause de la majorité hindoue. A partir des années 1970, le Jamat-e-Islami a été obligé de changer de position, parce que la population musulmane voulait être représentée politiquement. Par conséquent, ce parti a commencé à participer aux consultations électorales.

*Les castes intermédiaires.* La concurrence entre des couches sociales qui se renforçaient et celles qui étaient en déclin a trouvé son expression dans les émeutes inter-communautaires. L'Inde est un pays capitaliste en voie de développement, mais son niveau de développement n'a pas totalement éliminé des couches sociales telles que les artisans et les usagers. Le degré de concentration du capital est encore limité. La persistance de rapports sociaux de type précapitaliste donne à la société toute entière un caractère inégal et combiné. Certaines couches sociales qui étaient dominantes auparavant sont en perte de vitesse, tandis que d'autres renforcent leurs positions. Dans cette situation se produisent des conflits aigus.

Dans la société indienne traditionnelle, la structure de caste coïncidait plus ou moins avec la structure de classe. Mais, depuis vingt ans, la dynamique de la société a créé un mouvement ascendant sur le plan économique pour certains secteurs de ce qu'on appelle les castes inférieures. Ces castes se sont hissées à un niveau intermédiaire de la structure de caste (c'est le cas par exemple des Yadavs dans l'Uttar Pradesh et des Marathes au Maharashtra et au Goudjerat) et leurs membres essaient de traduire leur progression économique sur les plans politique et culturel. Ces castes ont besoin de se forger une identité politique et culturelle. Leurs membres aspirent à atteindre le sommet du système de caste et il leur faut s'identifier avec ces castes supérieures. Cette identification exige une démarcation nette par rapport à d'autres castes et religions, ce qui mène logiquement à de vifs sentiments castéistes et communalistes. Liés à la nouvelle assurance économique et politique des couches qui les diffusent, ces sentiments mènent inévitablement aux affrontements violents.

*L'idéologie commune.* N'importe quelle classe dirigeante, pour maintenir sa domination, a besoin de combiner la répression et un certain degré de contentement des masses populaires. La répression seule, sauf dans des situations extrêmes, n'est ni suffisante ni efficace du point de vue des intérêts à long terme des couches dominantes. Il leur faut aussi un certain soutien des masses laborieuses. Jusqu'aux années 1960, le soi-disant « socialisme du Congrès » s'efforçait ainsi de lier la majorité des masses populaires à la classe dirigeante. Mais une fois terminée la période d'expansion économique, la dégradation des conditions de vie des masses a commencé à affaiblir leur confiance dans le gouvernement et cette idéologie a perdu tout son sens. Depuis, il n'existe aucune idéologie commune de ce type. Le vide idéologique a créé une fracture entre les masses populaires et la classe dirigeante, qui se trouve menacée d'une perte totale de sa légitimité. Or, le communalisme peut constituer la base d'une idéologie liant la majorité du peuple à travers tout le pays et garantissant les intérêts de la classe dirigeante en détournant l'attention des masses populaires des vrais problèmes.

C'est pourquoi même le parti au pouvoir, le Congrès (I), devient de plus en plus communaliste.

*Une crise d'identité.* La tendance générale des affrontements communalistes révèle que ceux-ci n'ont pas lieu dans des périodes où il y a de fortes mobilisations des masses laborieuses. Ainsi, pendant la grande grève du textile en 1982, les tensions communalistes à Bombay étaient très réduites et l'influence de la Shiv Sena était à son niveau le plus bas. La question essentielle est donc celle de la multiplicité des identités. Chaque individu est toujours à la recherche d'une identité au sein de la société. Suivant les circonstances, il peut assumer des identités différentes. L'une ou l'autre de ces identités va émerger à des moments différents. Il est dans l'intérêt de la classe dirigeante de permettre la libre expression de toute identité, sauf de celle qui se fonde sur un critère de classe. Dans des périodes de lutte des classes intense, c'est l'identité de classe qui prime, aux dépens de tout autre identité. L'individu commence à s'identifier totalement avec sa classe, et le fait que d'autres membres de la classe à laquelle il s'identifie appartiennent à d'autres castes, religions ou ethnies, n'a plus aucune importance pour lui. Quand la lutte des classes est dans une phase descendante, ce sont les autres identités qui s'affirment.

L'individu est un être social. Il se définit en relation avec d'autres personnes, s'identifie comme partie prenante d'une « entité », et pense et agit en fonction de cela, ce qui s'explique par le fait que l'individu croit que ses propres intérêts sont liées à ceux de cette « entité ». Dans l'idéal, cette « entité » représente la société tout entière, mais cette situation idéale ne peut exister que dans des sociétés communales ou bien totalement primitives. Dans une société capitaliste, avec toutes ses inégalités, cette entité supérieure peut prendre des formes diverses, religion, caste, région ou classe.

Dans une phase descendante de la lutte des classes, les besoins sociaux et les frustrations des gens existent toujours. Les expériences décevantes que les couches populaires ont pu faire à l'issue d'une période de la lutte des classes leur donnent une « fausse conscience », l'impression que l'identité de classe n'est pas l'identité principale et qu'elle ne leur apporte pas grand-chose. Cela les amène à chercher d'autres formes d'identification, mais aussi à définir comme responsables de leurs frustrations des ennemis autres que leurs véritables ennemis de classe. Cette situation peut engendrer des émeutes de caste ou communalistes, une vague de chauvinisme régional ou d'hystérie guerrière effaçant la conscience de classe de la population laborieuse qui y est entraînée et divisant les classes populaires elles-mêmes. C'est précisément ce que cherche la classe dirigeante, qui s'efforce d'engendrer de tels sentiments. On pourrait ajouter, de plus, que cette forme de conscience n'est pas totalement fautive, dans la mesure où l'exploitation de caste existe réel-

lement en Inde et de façon massive, et où il existe aussi une discrimination accentuée à l'égard des musulmans.

La montée du chômage, la flambée des prix et la pression sur la terre créées par l'incapacité des classes dirigeantes à affronter le problème de la stagnation économique constituent donc les causes principales des frustrations des masses populaires, et les flambées communalistes ne sont qu'une des expressions déformées du ressentiment des populations à cet égard.

*La laïcité de l'Etat.* L'Etat indien, qui est censé être fondé sur la laïcité, porte en réalité une responsabilité fondamentale quant à la diffusion des sentiments communalistes et à la tolérance à l'égard de ceux qui en usent. En 1976, le mot « laïcité » a été ajouté en préambule à la Constitution. Depuis son origine, cette Constitution accorde un statut d'égalité à toutes les religions. Cela suffit pour que beaucoup de gens concluent que l'Etat est effectivement laïc.

L'idée, popularisée par le parti du Congrès au cours de la période antérieure à l'indépendance, et notamment par Jawaharlal Nehru, suivant laquelle la laïcité signifiait « le respect de toutes les religions », est largement acceptée. Mais personne ne veut admettre — même après des décennies d'expérience des conséquences affreuses du communalisme en Inde — que ce concept a ouvert la porte à l'autorisation de toutes sortes de manifestations communalistes (processions religieuses, discours communalistes militants, etc.), toujours au nom du « respect de la religion ». Cette « laïcité » permet même à la loi religieuse de dominer toute une série d'aspects fondamentaux de la vie de la population comme, par exemple, le mariage, les rapports sexuels et les droits à la succession. Et sous le masque de concepts tels que ceux d'« éthique culturelle », de « climat spirituel » ou de « valeurs morales », même les médias d'Etat finissent par perpétuer le chauvinisme religieux des hindous des castes supérieures.

Le concept de laïcité signifie en réalité le fait que la religion est l'affaire personnelle de chaque individu et que l'Etat autorise et même protège le droit des citoyens d'avoir des croyances religieuses qui leur conviennent dans leur vie privée, tout en interdisant les démonstrations publiques à caractère communaliste de ces croyances. Mais l'aspect fallacieux de la prétendue laïcité de l'Etat indien apparaît clairement rien qu'à la vue des murs du Parlement. Dans ce « temple de la laïcité et de la démocratie », les murs sont gravés de citations des Vedas et des Upanishads (textes sacrés hindous). On pourrait se demander pourquoi il n'y a que des citations de textes hindous et non pas également de textes islamiques, sikhs ou chrétiens, mais la véritable question est celle-ci : pourquoi des citations de textes religieux ?

En fin de compte, l'Etat sert les intérêts des classes dirigeantes, et ces dernières utilisent tous les moyens nécessaires pour adapter les rapports entre les gens à



Indira Gandhi. (DR)

leurs propres objectifs. La religion constitue un de ces moyens et elle est utilisée dans ce sens par les classes dirigeantes. Il est dans leur intérêt de diviser ainsi les masses laborieuses. Le fanatisme religieux est utilisé dans ce but, même par la grande bourgeoisie industrielle.

*Le rôle du Parti du Congrès (I).* Le Parti communiste indien (PCI) et le Parti communiste indien-marxiste (PCI-M) (6), qui ont d'ailleurs des positions radicales et laïques au moins en ce qui concerne le communalisme hindou, croient qu'Indira Gandhi est le don de Dieu à l'humanité et que le Congrès (I) et même l'Etat sont laïcs. Or, les masses populaires ont eu une expérience de ce que signifie réellement cette « laïcité » du Congrès (I) pendant les émeutes communalistes de Bombay et Bhivandi, comme nous l'avons décrit plus haut. Par ailleurs, c'est un secret de Polichinelle que le Congrès (I) a sciemment monté en épingle l'action de Sant Jarnail Singh Bhindranwale et essayé de complètement transformer les revendications de l'Akali Dal en agitation communaliste entre hindous et sikhs (7). Il a joué le même rôle en Assam. Les émeutes de Baroda ont démarré à la suite d'une lutte de fractions entre des dirigeants locaux du Congrès (I).

Le Congrès (I) s'est toujours appuyé sur le vote bloqué en sa faveur des communautés minoritaires et des castes inférieures. Mais, pour des raisons évidentes, ces secteurs ont été de plus en plus mécontents de ce parti. L'érosion progressive de cette base a donc obligé le Congrès (I) à chercher d'autres alliés, ce qu'il essaie de faire en se tournant vers les castes supérieures et les secteurs ascendants des castes intermédiaires. On peut se demander alors, si le Congrès (I) est une organisation communaliste, pourquoi n'essaie-t-il pas de transformer l'Inde en Etat hindou ? Pourquoi avoir introduit la notion de « laïcité » dans la Constitution pour la première fois en 1976 ? Pourquoi Indira Gandhi soutient-elle en paroles le

principe de la laïcité ? Les réponses à ces questions sont multiformes. Il faut analyser le Congrès (I) et Indira Gandhi comme des représentants de la classe dirigeante. Or, aucune classe dirigeante ne respecte des principes et des pratiques qui nuisent à ses intérêts de classe. Au contraire, elle ne conserve un principe ou une pratique dans la seule mesure où cela sert ses besoins de classe. Et une politique communaliste en tant que telle ne profite pas aux intérêts économiques de la classe dirigeante dans la mesure où elle ne contribue pas à augmenter le taux de plus-value. Prise dans son ensemble, la classe dirigeante comprend aussi bien que les marxistes que le fanatisme religieux — qu'il soit hindou ou musulman — constitue une diversion. Le communalisme ne lui est utile que quand il permet d'atteindre des objectifs qui, eux, ne sont ni communalistes ni religieux. Ce qui ne signifie pas, bien sûr, que les forces communalistes n'ont pas une certaine autonomie par rapport aux intérêts économiques de la classe dominante. Tant qu'elle dépendait fortement des voix des musulmans, Indira Gandhi a tenu les forces communalistes hindoues à distance. Mais, aujourd'hui, les classes dirigeantes ont besoin d'une idéologie dominante qui puisse leur garantir le plein appui des masses populaires. L'idéologie communaliste est la mieux adaptée à ce besoin. En plus, les classes dirigeantes doivent aussi chercher à maintenir des divisions permanentes au sein des masses populaires. Pour y parvenir, quel meilleur moyen que l'idéologie communaliste ?

En tant que Premier ministre du plus grand pays « démocratique » du monde et « dirigeante la plus populaire du monde entier », et aussi comme dirigeante du mouvement des pays non-alignés, Indira Gandhi ne peut se permettre d'être ouvertement communaliste. Mais l'Inde est une démocratie parlementaire dans laquelle c'est en principe la majorité qui décide. Et comme ce sont les hindous qui sont majoritaires, il n'y a pas besoin d'une discrimination spécifique à l'égard des musulmans, car, en réalité, une discrimination de fait s'exerce contre eux. Ce qui explique pourquoi, même à l'époque de la domination britannique, les idéologies communalistes hindoue et musulmane se sont exprimées sous des formes diffé-

6. Le PCI a été fondé en 1928, mais n'a guère exercé d'influence durant les vingt premières années de son existence sur les courants nationalistes qui finiront par arracher l'indépendance de l'Inde en août 1947. Une crise s'est développée en son sein durant les années 1950. Le schisme sino-soviétique de 1961 acheva de diviser les différentes fractions. Une partie importante de la base quitta le PCI pour former le PCI-M en 1964. (Cf. *Inprecor* numéro 122 du 5 avril 1982).

7. Bhindranwale est le grand prêtre du renouveau fondamentaliste sikh. Il s'était réfugié avec ses adeptes dans le Temple d'or à Amritsar. C'est au début de juin 1984 que l'armée indienne donna l'assaut au temple, tuant Bhindranwale ainsi que de nombreux sikhs. L'Akali Dal est un parti essentiellement composé de sikhs, fondé en 1920 pour reprendre aux sbires du colonialisme britannique le contrôle des temples (Gurdwaras) du Pendjab.

rentes. En tant que majorité de la population, les hindous pouvaient paraître très rationnels en propageant l'idée d'une seule nation régie par le principe de la domination de la majorité. Ils pouvaient se permettre d'agir ainsi parce que la domination de la majorité signifiait en fait leur propre domination. Mais les communalistes musulmans ne pouvaient pas se réclamer du nationalisme parce que pour eux, le nationalisme et la démocratie dans le cadre d'un Etat unitaire signifiait précisément la domination hindoue. Ils se mobilisaient donc au minimum pour l'obtention de droits politiques spécifiques pour leur communauté, comme par exemple des sièges parlementaires réservés aux musulmans, voire même pour un Etat musulman séparé.

## LES ORGANISATIONS ET LES MYTHES COMMUNALISTES

Il faut s'opposer aux organisations communalistes non pas parce qu'elles ne servent que les intérêts des adeptes d'une seule religion, mais parce qu'elles s'opposent à toute réforme et à toute mesure d'« humanisation » de la religion elle-même. Combien d'organisations hindoues se sont-elles battues contre la dot ? Aucune. Toutes les organisations communalistes hindoues exigent l'abolition des éléments du droit islamique qui existent actuellement, mais elles le font parce que selon elles la pratique de la polygamie chez les musulmans va conduire à la minorisation de la communauté hindoue. Nous soutiendrons n'importe quelle organisation qui s'opposera à la polygamie, mais sur la base du fait que cette institution est partie intégrante du système d'exploitation des femmes (8). Or, il n'y a pas une seule organisation communaliste qui dénonce la polygamie sous cet angle là.

Il y a toute une série d'organisations communalistes hindoues qui sont actives en Inde. On peut citer le RSS, la Shiv Sena, le Vishva Hindu Parishad, le Maratha Mahasangh, le Patit Pawan, et tant d'autres encore. Toutes ces organisations appellent à transformer l'Inde en « Hindu Rashtra ». Elles veulent toutes n'accorder qu'une citoyenneté de deuxième classe aux minorités religieuses. Elles exigent aussi un code civil uniforme, mais sur la base absurde de la prétendue menace que représenteraient les minorités. Toutes ces organisations sont opposées à la démocratie sous toutes ses formes. En plus, elles propagent toutes des idées fortement castéistes et défendent le système de caste sous sa forme la plus rigide. Aucune organisation communaliste hindoue n'a défendu les Dalits (Intouchables, ndr.), même en paroles, et ce, même après les pires massacres castéistes. Ces organisations se sont aussi opposées à l'égalité des droits pour les femmes.

Parmi les organisations communalistes musulmanes, le Jamat-e-Islami était pendant toute une période opposé à la participation des musulmans à la vie politique indienne, mais cette organisation a, depuis le milieu des années 1970, changé

de position. Elle développe l'idée qu'une véritable société islamique ne sera possible que quand le gouvernement sera entre les mains des musulmans. Sur la base de la solidarité islamique, ce parti se prononce pour le soutien du Pakistan en cas de conflit entre ce pays et l'Inde. Pour sa part, la Ligue musulmane a participé depuis ses débuts aux élections, en essayant de gagner des concessions pour les musulmans en Inde. Encore une fois, toutes ces organisations communalistes musulmanes sont opposées à toute réforme de leur religion.

Aujourd'hui, il y a un fort regain religieux, et le nombre d'adhérents aussi bien que les activités des organisations communalistes augmentent de façon importante. Toutes ces organisations ouvertement communalistes sont libres d'agir en toute impunité. Elles font des ravages, et ce sont les musulmans, les Dalits, les Adivasis, les femmes et la classe ouvrière qui souffrent le plus de leurs agissements.

Nous ne choisissons pas entre le communalisme des hindous et celui des musulmans. Il faut s'opposer sans ambiguïtés à l'un comme à l'autre. Mais, en Inde, c'est le communalisme hindou qui représente la menace principale. Cela est vrai parce que, sur la base de la majorité hindoue dans le pays, il peut accéder au pouvoir politique, possibilité qui n'est pas ouverte aux communalistes musulmans. En fin de compte, le communalisme découle de l'idée que des gens qui appartiennent à la même religion constituent une communauté homogène ayant certains besoins, des aspirations et une culture en commun, et qu'en plus, la survie et la croissance de cette communauté exigent qu'elle impose sa domination sur les autres communautés religieuses par la force, parce que les intérêts de ces différentes communautés s'excluent mutuellement. Il faut essayer de démolir certains mythes ayant trait à cette situation.

Le premier de ces mythes est que les hindous constituent une communauté homogène dont tous les membres ont des intérêts politiques, économiques et culturels en commun. Nous savons bien que cela est faux. Parmi les hindous, on trouve des travailleurs, des capitalistes, des propriétaires fonciers, etc., dont les intérêts ne sont pas seulement distincts, mais même antagonistes. Les aspirations au pouvoir politique sont différentes pour les divers secteurs de la communauté hindoue. En plus, la religion hindoue ne possède pas d'identité commune culturelle ou même religieuse. La culture des hindous varie selon les régions et les castes, et leurs dieux sont très nombreux et variés. La situation est identique chez les musulmans. Chez eux également, il y a les chiites et les sunnites, et même des divisions internes à ces deux communautés. Leurs pratiques culturelles et religieuses diffèrent aussi de région en région. Il est donc complètement faux d'affirmer que les hindous ou les musulmans constituent des communautés homogènes.

L'idée est très répandue que les intérêts des hindous et des musulmans sont contradictoires et que ces communautés

ne peuvent pas vivre ensemble. Pourtant, elles ont déjà réussi à vivre ensemble pendant des siècles. De plus, dans la société actuelle, les rapports antagoniques fondamentaux sont ceux qui existent entre les classes. L'antagonisme passe donc plutôt entre les ouvriers et les capitalistes, entre les travailleurs agricoles et les propriétaires fonciers, et même entre les Intouchables et les castes supérieures. Subjectivement, les hindous et les musulmans ont pourtant bien l'impression qu'ils constituent des communautés séparées et antagonistes. Les communalistes jouent habilement sur ces sentiments. L'origine de ce facteur subjectif ne se trouve cependant pas dans la seule propagande des fanatiques mais s'inscrit dans la réalité socio-économique de la société indienne. Il faut donc combattre le communalisme à la fois sur le plan idéologique et en luttant pour des changements socio-économiques, les deux aspects étant étroitement liés.

Il est vrai que la partition de l'Inde au moment de l'indépendance s'est faite sur une base religieuse. Mais cette partition avait un caractère complètement artificiel. Elle a divisé une nation qui avait au moins un certain degré d'homogénéité. Il est vrai aussi qu'aujourd'hui le Pakistan se définit comme Etat islamique, mais il ne faut pas oublier les mouvements qui luttent dans ce pays, comme également en Iran, contre l'oppression religieuse.

La partition de 1947 a eu comme conséquence qu'un certain nombre de personnes, en Inde comme au Pakistan, ont été obligées de rompre leurs liens avec leur pays d'origine. Ces personnes ont laissé des parents, des biens, etc. dans l'« autre pays », ce qui implique logiquement qu'il y ait des liens qui se maintiennent. Le résultat peut en être que certaines personnes conservent des liens nostalgiques avec l'« autre pays », mais cela est un phénomène qui ne se réduit pas à une affaire entre hindous et musulmans. Ce qui est important, c'est que malgré les émeutes, malgré tout ce qu'ils subissent, les musulmans restent en Inde. Même quand les personnes touchées par ces émeutes sont des immigrés musulmans, ils ne retournent pas ensuite au Pakistan, mais, le plus souvent, dans leur Etat d'origine. Ceci mis à part, on ne peut pas oublier le rôle joué par le communalisme hindou pour opprimer la population musulmane. Le sentiment d'aliénation dans son propre pays que ressent la population musulmane ne peut que devenir de plus en plus puissant avec la montée des émeutes communalistes. C'est encore plus vrai quand l'Etat prend position de plus en plus ouvertement pour le communalisme hindou. Dans une telle situation, et pour des raisons historiques, il est inévitable que les musulmans d'Inde cherchent une identité en se tournant vers le Pakistan.

En 1981, quelques centaines d'hindous de Tamilnadu, surtout à Meenakshipuram, se sont convertis à l'Islam. La presse en a rendu compte de façon sensationnelle, et les communalistes hindous se

8. Des dispositions spécifiques légalisent la polygamie pour les seuls Indiens musulmans.



Les sikhs repliés sur le toit du Temple d'Or, en juin dernier. (DR)

sont servis de cet incident mineur pour clamer que l'hindouisme était menacé. Mais Meenakshipuram n'est pas l'Inde. Une centaine de conversions là-bas ne constituent aucune menace pour l'hindouisme. Les religions bouddhistes, jain et sikh se sont développées en réaction contre les pratiques des hindous des castes supérieures. Les gens de Meenakshipuram se sont convertis pour échapper à un système de caste exploiteur et déshumanisant. Les communalistes hindous ont affirmé que de l'argent venu des pays du Golfe persique était à l'origine de ces conversions, mais malgré diverses enquêtes qui ont été menées, on n'a trouvé aucune trace de cet argent.

Dans les zones où ont eu lieu ces conversions, il existe un système de caste des plus rigides. Les personnes des castes inférieures n'ont même pas le droit de prendre un thé dans un salon qui appartient aux hindous des castes supérieures. Mais les salons de thé musulmans sont ouverts aux Intouchables. En fait, ce ne sont pas les personnes les plus pauvres, mais celles qui ont récemment acquis un minimum d'éducation qui se sont converties, parce que malgré le développement économique, elles étaient maintenues dans une situation d'inégalité sociale. Et elles se sont converties malgré le fait qu'elles allaient perdre un certain nombre d'avantages matériels, tels que l'éducation gratuite, des postes de fonctionnaires réservés, etc. Même le Swamiji de Pejawar Mutt, un hindou de caste supérieure, a dû reconnaître que « plus que des avantages monétaires, ces gens revendiquaient un statut dans la société ». En fait, par leur conversion, ils ont amélioré leur situation sociale, mais non pas économique. L'attitude de la communauté islamique par rap-

port aux convertis a changé de façon radicale. Par exemple, des pères musulmans ont permis à leurs filles de se marier avec des convertis. Ces derniers sont aussi, dans une certaine mesure, mieux acceptés qu'auparavant par la société tout entière. Parfois, « la menace de se convertir à l'islam » a servi comme moyen pour arracher des concessions aux hindous des castes supérieures aussi bien qu'au gouvernement. Jusqu'en 1933, les Ezhavas de l'Etat de Kerala n'avaient pas le droit de se rendre dans les temples, mais parce qu'ils ont menacé de renoncer à l'hindouisme, les hindous des castes supérieures leur ont tout de suite accordé ce droit. Même après les récentes conversions à Meenakshipuram, dans certaines zones où d'autres hindous ont menacé de se convertir à l'islam, le gouvernement leur a rapidement accordé l'eau courante, des terrains pour construire des maisons, etc.

Il ne faut pas non plus oublier le fait qu'un grand nombre de musulmans ont été amenés au bercail de l'hindouisme au cours des dernières années. En janvier 1982, près de 3 000 musulmans du village de Suhara dans le district de Byavar (Etat du Rajasthan) ont été convertis en une nuit par le Vishva Hindu Parishad. Ce n'est pas un cas isolé. Dans beaucoup d'autres endroits du Rajasthan et de l'Uttar Pradesh, le Vishva Hindu Parishad a converti de nombreux musulmans. Ces convertis sont immédiatement insérés dans le système des castes et reçoivent le statut de Rajputs. Le Vishva Hindu Parishad, qui a appelé à bannir toute conversion à l'islam justifie toutefois la conversion à l'hindouisme en proclamant qu'il ne s'agit là ni de conversion ni de reconversion, mais de purification. On appelle ce procédé le « Paravartan ». Le Parishad considère

comme important de ne pas rendre ces conversions publiques.

Une autre affirmation est pour le moins ridicule. Il est peut-être vrai que dans quelques endroits les musulmans entrent de plus en plus en concurrence avec des hindous, mais ce n'est pas une tendance générale. Lorsque l'on parle de l'ascension sociale des musulmans, on ne peut imaginer qu'ils représentent une menace générale contre les intérêts économiques hindous. Du moins tant que les émeutes n'avaient pas mis sens dessus-dessous toute la géographie du pays. Lorsque nous parlons d'ascension sociale des musulmans, il s'agit essentiellement d'un phénomène urbain. Il est ridicule de dire qu'au niveau macro-économique les musulmans sont ou pourraient devenir une menace pour les intérêts économiques dominants des hindous.

Sur le plan de l'éducation, les musulmans sont bien plus défavorisés que les hindous. Même les emplois obtenus par des musulmans instruits ne sont pas en nombre proportionnel à leur population. Il est difficile de trouver un emploi sur un marché du travail dominé par les hindous.

Comme déjà mentionné, il y a une tendance à l'accroissement des émeutes communalistes dans toute l'Inde. Celle-ci s'est encore affirmée en 1982. Incidemment, cela fait pièce à la théorie selon laquelle les musulmans sont des fomenteurs de soulèvements. L'Etat du Jammu et Cachemire, qui a une population en majorité musulmane, a connu le moins d'émeutes communalistes. La ville de Srinagar, qui compte 85 % de musulmans dans sa population, n'a pratiquement pas connu de soulèvements, tandis que d'autres villes qui comptent beaucoup moins de musulmans, ont vu se dérouler des émeutes en bien plus grand nombre. Les conclusions qu'il faut donc tirer de l'analyse ci-dessus sont claires. On pourrait citer la phrase d'Asgar Ali Engineer : « *Le communalisme en Inde, depuis que la lutte pour l'indépendance face à la domination britannique a commencé, a été l'art de réaliser des objectifs laïcs au travers des religions, de la part des élites des deux communautés.* »

Nous croyons fortement que le combat contre le communalisme ne peut pas attendre jusqu'au jour « J » de la révolution. Il ne faut pas non plus attendre que les émeutes se produisent, pour préparer une véritable laïcisation. Il faut commencer dès maintenant.

Nous disons donc « non » à toute manifestation publique d'expressions religieuses, nous demandons l'arrêt de toute aide de l'Etat aux institutions religieuses, nous exigeons l'examen immédiat de tous les programmes des écoles et collèges, et élimination de toute référence communaliste. Il faut également annuler tout jour férié en dehors des journées d'importance nationale et limiter les congés accordés pour des fêtes comme Diwali, Id, Noël, etc.

Inqualabi Communist Sanghathana,  
Bombay, juillet 1984.

# Plus de 600 participants au camp international de la jeunesse

## Sous le signe de la révolution sandiniste

**C**E sont finalement 600 jeunes en provenance de différents pays européens (Suisse, Allemagne fédérale, Belgique, Hollande, Suède, Danemark, Luxembourg, Grande-Bretagne, Irlande, Autriche, France, Italie, Etat espagnol, Portugal) qui ont participé, du 21 au 30 juillet, en Forêt Noire, en Allemagne fédérale, au premier camp international de la jeunesse révolutionnaire mis sur pied par les organisations de jeunesse en solidarité avec la IVe Internationale. Etaient aussi présentes des délégations du Japon, des Antilles, de Bolivie, des Etats-Unis, du Canada, du Sri Lanka, ainsi que des représentants du Secrétariat unifié de la IVe Internationale et de l'organisation Lutte Ouvrière (France).

La moyenne d'âge des participants était de 21 ans, mais de 19 ans seulement pour la délégation belge. Les femmes représentaient 37 % des participants, et la majorité de la délégation hollandaise. En ce qui concerne la composition sociale, un peu plus du quart étaient des travailleurs, un autre quart des apprentis ou des chômeurs, un quart des lycéens, et un dernier quart des étudiants. Enfin, les deux tiers des participants et des participantes étaient sympathisants ou militants des organisations de jeunesse et non des sections de la IVe Internationale.

Cette première initiative constitue donc un succès et, tout d'abord, du point de vue même de la participation. Ceci est d'autant plus encourageant et significatif, quand on sait que ces organisations de jeunesse ont vu le jour, pour la plupart, au cours des trois dernières années, et que certaines préparent seulement leur congrès constitutif, comme en Allemagne fédérale pour octobre 1984 et en Italie pour décembre prochain.

### « TOUS SANDINISTES ! »

Ce camp international de la jeunesse révolutionnaire, par le dynamisme et l'enthousiasme qui s'en est dégagé, représente d'autre part un important succès politique. Les débats qui avaient lieu le matin, les forums et rencontres diverses, ont connu une bonne assistance, permettant de larges échanges d'expériences autour des thèmes centraux qui avaient été choisis — lutte contre les missiles et la militarisation, contre la crise et le chômage, contre le racisme et pour l'égalité des droits, contre l'oppression des femmes, solidarité avec la révolution en Amérique centrale —, mais aussi sur de nombreux autres thèmes proposés par les participants au cours même du déroulement du camp.

L'apothéose fut sans aucun doute l'accueil réservé au représentant de la Jeunesse sandiniste du 19 juillet, Uriel Ortega, venu spécialement de Matagalpa, au Nicaragua, pour participer au camp. Il fut reçu par une véritable manifestation parcourant le camp au chant de l'hymne sandiniste. Cette profonde identification à la révolution sandiniste exprime une confiance dans la perspective révolutionnaire et dans le socialisme, comme seule alternative positive aux menaces militaristes, au chômage et au racisme. A contre-courant des doutes largement diffusés et entretenus par les médias, cette avant-garde de la jeunesse manifeste ainsi sa conviction qu'il ne s'agit pas seulement de protester ou de résister contre des menaces d'apocalypse, mais qu'une transformation sociale radicale reste non seulement plus que jamais nécessaire, mais possible, et que le défi lancé par la révolution sandiniste à la face de l'impérialisme en est aujourd'hui le symbole. C'est ce même sentiment de confiance en l'avenir qui se dégageait, lors du meeting de clôture et de l'intervention d'Ernest Mandel sur la jeunesse et l'avenir socialiste de l'humanité.

Au-delà de cette volonté de mobilisation et d'action commune qui dominait le déroulement de cette semaine internationale de la jeunesse révolutionnaire, une telle rencontre renforce la confiance et le respect mutuels entre la jeunesse de différents pays. L'internationalisme est souvent plus facile à proclamer du haut d'une tribune qu'à défendre dans la pratique quotidienne, et notamment dans l'adversité ou face à des épreuves. Le passé du mouvement ouvrier l'a hélas souvent prouvé. C'est pourquoi, à une époque où la crise économique nourrit non seulement le racisme mais aussi les chauvinismes nationaux, il importe de tremper l'avant-garde de la jeunesse révolutionnaire dans de telles initiatives, au travers de l'engagement de faire face, ensemble et par-delà les frontières, aux ennemis communs.

### UN TRAVAIL COLLECTIF

Le camp international de la jeunesse révolutionnaire fut enfin un énorme succès du point de vue de ses activités de loisir et de son organisation matérielle. Devant la variété des activités proposées, et malgré l'inexpérience des organisateurs tout le monde pouvait trouver en permanence quelque chose à faire qui réponde à ses désirs ou à sa curiosité : tournoi d'échecs, tournoi de football, baignades, jeux, marche écologiste, auto-défense, labo photo, vidéo, projections, musique, danse, improvisations diverses. Mention spéciale doit être faite à la participation collective à une soirée improvisée de cabaret international.

Quant à l'organisation matérielle, elle était préoccupante à la veille du camp, car l'infrastructure initialement prévue pour 400 participants devait finalement accueillir 200 inscrits supplémentaires de dernière heure. Grâce à l'effort collectif, en premier lieu à l'entrain et à la bonne humeur des cuisiniers qui ont montré la voie, mais aussi des traducteurs, des services techniques, du médecin, et à la coopération de tous, ces difficultés matérielles ont toutes été résolues au mieux. Critère non négligeable de réussite de cette initiative, le budget a été équilibré.

Ces résultats sont à mettre à l'actif de la petite équipe de direction qui s'était constituée, depuis un an et demi, au fil des rencontres internationales, et de la responsabilité exercée par le conseil des représentants des délégations, qui a constitué la direction quotidienne du camp. Mais si les raisons de satisfaction étaient nombreuses, on s'est quand même quittés sur l'engagement à faire mieux ... la prochaine fois. Quiconque a l'ambition de changer le monde doit aussi être prêt à faire sa petite révolution en permanence.

### DES CAMPAGNES, DES ENGAGEMENTS

Outre ce capital de force et cette volonté générale d'aller ensemble de l'avant, plusieurs projets concrets se sont dégagés du camp :

— En premier lieu, dès l'automne prochain (novembre-décembre 1984), une nouvelle tournée européenne d'une délégation sandiniste, dont le thème serait la solidarité avec les victimes de l'agression impérialiste (invalides en particulier). Les organisations de la jeunesse révolutionnaire en solidarité avec la IVe Internationale se tiendraient en première ligne de cette nouvelle campagne.

— Toutes les organisations participantes ont enregistré po-

sitivement l'appel lancé par la section jeune de la Campagne pour le désarmement nucléaire de la Grande-Bretagne (Youth CND) à une manifestation européenne contre le déploiement des missiles, à Bruxelles, où est situé le quartier général de l'OTAN.

— Les camarades allemands de Roter Maulwurf se sont engagés, pour l'automne 1984, à l'organisation d'une marche contre le racisme, qui pourrait être l'occasion de l'envoi de délégations à partir des pays où cette question occupe déjà une place importante (France, Belgique, Hollande).

Nous publions ci-après les principales déclarations (Amérique centrale, antimissiles, contre le racisme, contre le chômage) qui ont été adoptées au nom des participants du camp, lors de la réunion de clôture, le 29 juillet 1984. D'autres motions ou initiatives ont été prises : une motion et une collecte de solida-

rité avec les mineurs britanniques, une motion contre la répression des militants nationalistes basques, et notamment contre les mesures et les menaces d'extradition qui les frappent en France et en Belgique, une motion de solidarité avec les travailleurs licenciés d'Uni Royal en Belgique, une déclaration sur l'oppression des femmes. Enfin et surtout, un salut collectif de solidarité a été adressé à la camarade Catherine Vincent, militante des Jeunesses communistes révolutionnaires (JCR) de France, sérieusement blessée cet été au Nicaragua, lors d'une embuscade tendue par les contras à une brigade internationale de travail qui se rendait à Managua pour le cinquième anniversaire du renversement de la dictature. ■

D.J.

## Les jeunes contre la crise

Jeunes de l'Europe capitaliste, nous n'oublions pas que, chaque jour dans le Tiers-Monde, les ouvriers, les paysans, les jeunes s'enfoncent davantage dans la souffrance, pour satisfaire les appétits capitalistes. Le prix de la crise capitaliste, c'est l'extension de la faim et de la misère.

— Guerre à l'impérialisme qui affame les peuples ! Salut à la jeunesse d'Amérique latine, d'Afrique et d'Asie ! Salut aux « muchachos », flamme de la révolution nicaraguayenne !

Le pillage du Tiers-Monde ne suffit plus aux capitalistes. Pour sortir de leur crise, ils doivent réduire l'emploi, le niveau de vie, les acquis sociaux, les droits démocratiques des travailleurs et des jeunes en Europe aussi. Les patrons commencent toujours par s'attaquer aux jeunes, comme aux femmes et aux travailleurs immigrés, parce qu'ils sont moins organisés pour résister. Mais les intérêts de la jeunesse sont les mêmes que les intérêts de la classe ouvrière. Quand les mineurs britanniques ou les métallurgistes allemands se battent pour leurs revendications, la jeunesse de ces pays est encouragée à agir, elle est plus forte pour se mobiliser. Quand les jeunes issus de l'immigration en France dressent un barrage contre le racisme, ils facilitent l'entrée en lutte des travailleurs immigrés contre les licenciements et les expulsions.

— Unité des travailleurs et des jeunes contre les fauteurs de crise !

Jeunes lycéens et étudiants, nos conditions d'étude se détériorent parce que les gouvernements bourgeois retirent des crédits à l'école pour les donner aux généraux et aux patrons.

— Non à l'austérité ! Droit à l'éducation pour toutes et tous !

Les patrons veulent créer un sous-prolétariat de millions de jeunes chômeurs et de jeunes, condamnés à des emplois précaires avec des salaires et des conditions de travail au rabais. Leur objectif est de diviser la classe ouvrière et d'affaiblir la résistance syndicale, d'isoler les jeunes travailleurs hors des syndicats.

— Dans toute l'Europe, en avant contre le chômage, pour un vrai travail avec un vrai salaire !

Pour le droit aux études, pour le droit à l'emploi, les jeunes doivent compter sur leurs propres forces. Si tous les gouvernements s'inquiètent du chômage des jeunes, c'est qu'ils ont peur de notre réaction. Si tous les politiciens recherchent nos voix aux élections, c'est qu'ils savent que nous sommes des millions. Et, sans la jeunesse, le mouvement antimissiles n'aurait pas été aussi puissant. Notre force, nous pouvons l'utiliser contre la crise capitaliste, en nous organisant. En Belgique, les jeunes ont réalisé deux marches nationales pour l'emploi, préparées par des dizaines de comités locaux. Ainsi, en prenant l'initiative, ils ont pu obtenir le soutien et réaliser l'unité de toutes les organisations syndicales et de jeunes. Nous voulons que les syndicats ouvrent les portes aux jeunes, à leurs revendications, afin de renforcer l'unité des travailleurs et des jeunes contre la crise.

— Non aux licenciements ! Réduction immédiate de la durée du travail sans baisse de salaire, avec embauches des chô-

meurs ! Travaillons moins pour travailler tous !

Dans l'Etat espagnol, au Portugal, en France, dans toute l'Europe, les partis de gauche, qui disent défendre les travailleurs et les jeunes, oublient tous leurs engagements et font des politiques de droite dès qu'ils sont au gouvernement. Nous, jeunes révolutionnaires, n'avons aucune confiance dans ces partis qui trahissent la base. Nous recherchons l'unité d'action avec les jeunes socialistes, social-démocrates, communistes ou chrétiens, pour un gouvernement au service des travailleurs et des jeunes. Mais nous construisons une organisation de jeunes révolutionnaires parce que, pour en finir avec la crise, pour changer la vie, il faut en finir avec le capitalisme lui-même.

Dans ce système, on détruit des récoltes en Europe, quand 40 000 enfants du Tiers-Monde meurent de faim chaque jour. Dans ce système, on casse des usines quand des besoins immenses ne sont pas encore satisfaits. Dans ce système, on met des dizaines de millions de travailleurs au chômage pour ne pas réduire le temps de travail. Dans ce système, on accumule des armes nucléaires capables d'anéantir plusieurs fois l'humanité. Le capitalisme porte en lui la crise et la guerre comme la nuée porte l'orage.

Alors, ensemble, construisons une barricade contre le vieux monde ! Construisons nos organisations révolutionnaires de la jeunesse ! ■

## Solidarité avec les peuples en lutte en Amérique centrale

Chaque jour trente bombes tombent sur le Salvador. Equipée de la plus récente technologie américaine, chaque bombe atteint avec précision sa cible, c'est-à-dire la population dans les zones libérées. D'après des déclarations du Front Farabundo Marti de libération nationale (FMLN), les USA sont en train de planifier une invasion directe au Salvador pour cet automne.

Des troupes contre-révolutionnaires entraînées avec l'aide des USA attaquent quotidiennement la population nicaraguayenne. Avec leurs actions, non seulement ils tuent des centaines de Nicaraguayens et de Nicaraguayennes, mais ils les empêchent également de poursuivre la cons-

truction de la révolution. Une attaque des contras sur une brigade de solidarité internationale dans le sud-est du Nicaragua, à la mi-juillet, a tenté, pour la première fois, de s'opposer violemment à cette forme de solidarité internationale.

L'impérialisme américain et ses alliés sont responsables de la guerre contre les révolutions en Amérique centrale. Ils veulent empêcher à tout prix la libération des peuples latino-américains et détruire les révolutions sandiniste et cubaine.

Mais cela ne réussira pas ! Tout d'abord à cause de la résistance des travailleurs et des travailleuses, des paysans et des paysannes en Amérique centrale. Leurs organisations, le FMLN au Salva-

dor, le Front sandiniste de libération nationale (FSLN) au Nicaragua, et l'Unité révolutionnaire nationale guatémaltèque (URNG) au Guatemala, ont prouvé qu'elles sont prêtes et capables de mener la lutte pour une révolution sociale de manière conséquente. Mais la guerre en Amérique centrale ne se résoud pas seulement avec les armes. Un mouvement de solidarité fort et international joue un rôle central dans l'aboutissement de la lutte.

Les organisations de jeunesse en solidarité politique avec la IVe Internationale s'engagent pleinement à soutenir politiquement, moralement et matériellement la lutte de libération en Amérique centrale. La tournée de deux membres de la Juventud Sandinista, en avril-mai 1984 à travers toute l'Europe, a démontré notre solidarité concrète. Nous continuerons à nous battre pour :

— un front large de toutes les forces du mouvement pour la paix et du mouve-

ment ouvrier pour le soutien à la révolution en Amérique centrale ;

— la formation d'autres brigades de travail pour le Nicaragua ;

— le soutien matériel à la résistance armée au Salvador ;

— une campagne d'information sur la situation réelle au Nicaragua contre les mensonges de la presse impérialiste ; les élections au Nicaragua, en novembre prochain, nous en donneront une nouvelle occasion ;

— éventuellement, encore une seconde tournée de meetings de représentants sandinistes en Europe.

— Vive la solidarité internationale !

— Vive la lutte des peuples en Amérique centrale !

— Barrons la route ensemble à l'intervention des USA et de ses alliés en Amérique centrale !

— No Pasaran !

— Pour la solidarité avec les militants de la paix indépendants d'Europe de l'Est !

De même que nous combattons contre la « Pax Americana » en Europe, nous déclarons aussi notre solidarité avec les combattants de la liberté en Amérique centrale, et avec le gouvernement révolutionnaire du Nicaragua, dont l'existence même est sérieusement menacée par l'agression de l'impérialisme américain.

— Solidarité avec la révolution et les luttes en Amérique centrale !

— A bas l'OTAN ! Les bases dehors !

Tandis que des milliards et des milliards de dollars sont engloutis dans la course aux armements, de plus en plus de jeunes connaissent le chômage en Europe occidentale. Ce n'est donc pas seulement notre avenir, mais notre existence quotidienne même qui est en jeu. Que l'argent consacré aux entreprises militaristes soit utilisé pour l'éducation et les services publics.

— Nous voulons des emplois, pas des bombes !

Nous saluons enfin la décision du YCND (Campagne jeune pour le désarmement nucléaire) de Grande-Bretagne d'ap-

## Contre les missiles et la militarisation

Nous, jeunes des organisations de jeunesse en solidarité politique avec la IVe Internationale, exprimons notre inquiétude devant l'accélération de la course aux armements de par le monde.

Alors, maintenant que le déploiement des missiles Cruise et Pershing II a déjà commencé dans la plupart des pays d'Europe de l'Ouest, nous estimons nécessaire de poursuivre les campagnes de masse pour nous débarrasser de ces missiles ou pour empêcher leur installation, dans le cas de la Belgique et de la Hollande.

Parce qu'il s'agit de notre avenir, nous sommes directement concernés par le combat antinucléaire. Les actions de masse sont la seule voie pour en finir avec les missiles. Nous ne croyons pas aux négociations entre l'URSS et les USA. Nous ne croyons pas davantage qu'un système de défense non nucléaire ou une OTAN dénucléarisée rendraient le monde plus sûr. L'armement nucléaire est la plus grave menace, mais il y a aussi le développement des armements conventionnels et des troupes d'intervention spéciale, utilisés contre les luttes de libération nationale par les différents pays impérialistes.

Nous devons nous efforcer de renforcer les actions de masse en intégrant davantage de militants syndicaux, de femmes et de jeunes dans les mouvements pour la paix. Les femmes et les jeunes ont particulièrement démontré leur volonté de participer aux mobilisations ou de les initier, prouvant qu'elles et ils sont les combattants les plus convaincus de la cause du désarmement.

— Non aux missiles !

— Pour des campagnes de masse des mouvements de la paix !

En même temps que nous combattons nos propres gouvernements et le déploiement des missiles de l'OTAN, nous affir-

mons notre solidarité avec les militants de la paix indépendants des pays de l'Europe de l'Est.



La lutte contre les missiles, un thème central des mobilisations jeunes. (DR)



Les JCR (France) ont proposé une initiative contre le racisme. (DR)

En luttant pour le droit de décider, de contrôler le déploiement des missiles, de s'organiser eux-mêmes indépendamment des Etats, ils souffrent une sévère répression de la part des gouvernements bureaucratiques. Une des clefs de la lutte pour le désarmement en Europe, c'est le lien avec le combat de ces militants de la paix indépendants.

peler à une marche européenne de la jeunesse pour le désarmement. Ce serait la première fois que la jeunesse s'organise internationalement pour donner une nouvelle dimension à ce combat.

Nous montrerons au monde quel avenir nous voulons, et nous forcerons nos gouvernements à en finir avec les armes nucléaires.

## Dans toute l'Europe, refusons le racisme, exigeons l'égalité des droits

En France, en octobre 1983, une quinzaine de jeunes immigrés ont lancé un appel : « Contre le racisme, contre les agressions, pour l'égalité des droits, il faut une marche nationale ! ». Le 3 décembre 1983, plus de 100 000 personnes répondant à cet appel en manifestant à Paris.

Dans toute l'Europe, comme en France, le racisme menace les travailleurs immigrés, mais aussi l'ensemble de la classe ouvrière. Les patrons licencient des millions de travailleurs, les jetant dans la misère et le désarroi. Ils font des travailleurs immigrés les boucs émissaires de la crise dont eux seuls sont responsables. Avec la crise économique, ils veulent se débarrasser par tous les moyens de cette main-d'œuvre qu'ils ont surexploitée en lui refusant les droits acquis par le reste de la classe ouvrière, comme le droit de vote par exemple. Partout, les campagnes racistes s'accompagnent de mesures restreignant le droit de séjour des travailleurs immigrés : primes de départ, contrôles aux frontières, expulsions arbitraires. L'insécurité de l'emploi crée l'insécurité de séjour, puisque l'obtention de la carte de résident dépend de la carte de travail.

Les jeunes immigrés sont les premiers touchés par la crise. Exclus de la vie politique par leur situation de non-droits, ils sont aussi rejetés et marginalisés par la crise et le chômage. Culturellement, leur identité propre est bafouée par le système éducatif. Dénigrés, ils sont systématiquement agressés par les racistes.

Les jeunes immigrés qui sont nés en Europe, qui y étudient ou y travaillent, revendiquent des droits, se battent contre les discriminations, pour conquérir un espace pour vivre et exprimer leur identité propre. Avec eux, l'ensemble de la jeunesse doit stopper les campagnes racistes, comme celles de Le Pen en France, qui conduisent à la haine et aux crimes, qui divisent la classe ouvrière.

Nous nous battons au coude à coude avec les jeunes immigrés pour leurs droits : droit à l'emploi, droit à la formation, droit à l'éducation unique pour tous les jeunes, droit au logement, droit aux loisirs et à la culture. Nous refusons que les immigrés soient considérés comme des citoyens de seconde zone et nous exigeons le droit de vote et d'éligibilité !

Après le succès de la marche en France, la mobilisation se poursuit. En RFA, les jeunes ont décidé d'organiser à leur tour une marche contre le racisme, en octobre 1984.

A chaque fois, nous serons présents pour développer le mouvement des jeunes immigrés contre leur oppression et pour construire un front de toute la jeunesse contre le racisme et le fascisme. ■

## NOUVELLES DU MOUVEMENT OUVRIER ET DE L'INTERNATIONALE

### SRI LANKA

### Arrêt des poursuites judiciaires contre les 18 syndicalistes de Balangoda

Depuis son élection à la présidence de la République, en octobre 1982, Junius-Richard Jayewardene, dirigeant du très réactionnaire Parti de l'unité nationale (UNP) a développé une politique systématique de concentration des pouvoirs et d'atteinte aux droits démocratiques (cf. *Inprecor* numéro 142 du 31 janvier 1983). Cela engendra un processus de durcissement du régime, de réduction drastique des libertés démocratiques et de criminalisation progressive des secteurs sociaux en lutte contre le régime. C'est tout d'abord la population tamoule qui en fut la première victime, comme en ont témoigné les émeutes raciales de l'été 1983 et la répression anti-tamoule qui s'en est suivie (cf. *Inprecor* numéro 156 du 12 septembre 1983). Le maintien en vigueur des dispositions répressives de l'état d'urgence se dissimulait alors derrière une argumentation antiterroriste prônant l'unité nationale face aux partisans tamouls de la lutte armée contre le régime.

Ce sont aujourd'hui tous les secteurs radicaux de la société qui sont visés, comme en témoigne la récente répression dont ont été l'objet les étudiants grévistes de l'université de Peradeniya et l'arrestation arbitraire de 18 syndicalistes à Balangoda, une ville située au sud-est de Colombo, capitale de l'île.

Voilà un an environ qu'un poste de police avait été installé dans les locaux de l'université de Peradeniya. Le 19 juin dernier, lorsque 50 étudiants sont venus protester devant ce poste de police contre le tabassage de l'un des leurs, ils furent accueillis à coups de feu et un étudiant était tué. Dès le lendemain, des actions de protestation avaient lieu dans tous les campus universitaires de l'île et dans certains lycées. Ces actions spontanées étaient pourtant qualifiées d'« actes d'éléments subversifs et terroristes » par les autorités. Et, le 21 juin, un nouvel étudiant était tué par la police, lors de la dispersion violente d'une manifestation à Colombo. Les policiers allèrent alors jusqu'à tabasser les étudiants blessés transportés en ambulance, achevant ainsi l'un d'entre eux. Toutes les nouvelles concernant ces événements ont été soumises à la censure, l'opposition a été empêchée d'en débattre au Parlement, une enquête parlementaire a été refusée, tous les campus ont été fermés ainsi que certains lycées, et

l'état d'urgence a été prorogé le 21 juin, bouclant ainsi une année continue de cette législation répressive. Le ministre de la Défense devait reconnaître, le 22 juin, que 100 étudiants et professeurs avaient été arrêtés à l'issue de cette agitation universitaire et scolaire, mais des sources indépendantes avançaient le chiffre de 500 arrestations.

Pendant toute cette période, les capacités d'action des organisations de gauche en solidarité avec la lutte des étudiants ont été limitées par les méthodes répressives en vigueur sous l'état d'urgence. Ces organisations ont donc été le plus souvent contraintes à des modalités d'action clandestines (distribution de tracts, campagne d'affichage, etc.). Au mois de juillet, la plupart des personnes arrêtées étaient relâchées, mais nombre d'entre elles faisaient toujours l'objet de poursuites judiciaires dans le cadre des dispositions de l'état d'urgence.

Cette répression a montré une nette évolution de la politique gouvernementale, dont la propagande mettait surtout l'accent auparavant sur la lutte contre le « terrorisme » dans le nord du pays. Aujourd'hui, le pouvoir n'hésite pas à qualifier de « terroriste » plus généralement tous ceux qui se mobilisent contre sa politique réactionnaire. C'est dans ce contexte que se situent donc aussi les arrestations et les emprisonnements intervenus le 15 juin dernier à la Maison de l'amitié cinghalo-tamoule de Balangoda, qui est une association culturelle et récréative. Le dirigeant socialiste ceylanais et avocat du mouvement ouvrier, Upali Cooray, et 17 autres syndicalistes et ouvriers, ont été détenus en vertu des lois d'exception et accusés, selon la presse, « d'activités subversives » et de « détention de littérature subversive ». C'est en tant qu'avocat du mouvement syndical qu'Upali Cooray a contribué à aider les travailleurs des plantations de thé de Balangoda à défendre leurs droits et à s'organiser pour le faire. Ceux-ci sont en majorité d'origine tamoule et doivent faire face ainsi à la fois à la répression policière anti-tamoule et aux conditions de travail misérables des plantations de thé.

L'affaire remonte en fait à avril 1984, lorsque des travailleurs de la plantation de Balangoda affiliés à un syndicat pro-gouvernemental décidèrent de se joindre à la grève organisée par un autre syndicat, le Congrès des travailleurs de Ceylan (Ceylon Workers Congress). C'est à la suite de nombreuses tracasseries de la part de la direction de leur entreprise, qui avait licencié les grévistes, et de la police locale, qui avait exercé des poursuites contre eux pour les dissuader de quitter le syndicat gouvernemental, qu'Upali Cooray fut amené à se rendre dans cette loca-

lité pour conseiller ces travailleurs des plantations de thé en tant qu'avocat des syndicats. Cette rencontre eut lieu au domicile du responsable de la Maison de l'amitié cinghalo-tamoule de Balangoda.

La police y fit irruption le 15 juin, l'arme au poing, et procéda à l'arrestation de 18 personnes, en vertu de l'état d'urgence, accusant Upali Cooray d'y tenir une réunion non autorisée. Parmi la littérature et les documents prétendument subversifs que la police trouva dans le logement, il y avait quelques lettres d'ouvriers aux autorités et leurs réponses, ayant trait à des demandes concernant le respect de la législation du travail, un courrier avec l'association britannique pour la défense des droits humains des ouvriers des plantations de thé, une invitation du Parti marxiste révolutionnaire (RMP, section ceylanaise de la IVe Internationale) au responsable de la Maison de l'amitié cinghalo-tamoule à assister à une de leurs réunions, des brochures sur l'oppression des femmes et quelques organes de presse diffusés publiquement par des groupes politiques de gauche au Sri Lanka. Rien qui puisse donc étayer l'argumentation de « possession de littérature subversive » qui semble être l'accusation principale derrière laquelle se dissimule cette atteinte aux droits démocratiques les plus élémentaires et cette action d'intimidation des ouvriers des plantations de thé menée de concert entre la police et les responsables de l'entreprise pour laquelle ces ouvriers travaillaient.

Après avoir été tenus au secret en prison pendant plusieurs jours, les 18 de Balangoda furent traduits, le 27 juin devant un tribunal qui refusa leur libération sous caution et renvoya l'affaire au 5 juillet. Les magistrats décidèrent alors que les personnes inculpées pourraient être libérées sous caution d'une somme de 50 000 roupies (environ 16 000 francs) chacune et à condition que la personne qui se porte garante soit cinghalaise. C'étaient là deux conditions qu'il était difficile de satisfaire pour ces ouvriers tamouls, amenés ainsi certains d'entre eux à faire de fausses déclarations à l'administration de la plantation et à la police.

Finalement libérés sous caution, les 18 de Balangoda doivent passer en procès le 4 octobre prochain. Au Sri Lanka, un Comité de défense des 18 de Balangoda a été constitué, qui a lancé une campagne de sensibilisation et de solidari-

té avec les accusés. Cette structure appelle à la solidarité pour la défense des syndicalistes et ouvriers inculpés et réclame l'envoi de prises de positions au président de la République socialiste démocratique du Sri Lanka, President's House, Sri Lanka, en protestation contre cet abus de pouvoir au nom de l'état d'urgence, contre la multiplication des atteintes aux droits démocratiques, et pour l'arrêt des poursuites judiciaires contre les 18 de Balangoda. Par ailleurs, cette campagne étant très coûteuse, ce comité en appelle aussi au soutien financier du mouvement ouvrier international pour assumer les dépenses juridiques et les frais divers de la campagne de défense des 18 de Balangoda. Les doubles de tous les messages de protestation et les comptes rendus des actions de protestation doivent être envoyés à l'adresse suivante : 53, Rajamalwatte Road, Colombo 15, Sri Lanka. ■

## AFRIQUE DU SUD

### Réussite du boycott des élections

Le 2 novembre 1983, le Premier ministre sud-africain, P.W. Botha, faisait avaliser par une majorité des deux-tiers de l'électorat blanc (le seul convié à voter) ses projets constitutionnels (cf. *Inprekor* numéro 163 du 19 décembre 1983). La réforme approuvée par ce référendum renforce le pouvoir du Président et crée un Parlement à trois chambres distinctes : une pour les Blancs (la plus grande), une pour les Métis et une pour les Indiens. Les 24 millions de Noirs demeurent exclus de toute représentation. Pour P.W. Botha, il s'agit d'une opération de grande envergure. Tandis qu'il engageait une offensive militaro-diplomatique en direction de ses voisins, il lui fallait répondre aux mobilisations croissantes des masses noires, tant sur le terrain de leur oppression nationale que sur le terrain social.

Le premier volet a été couronné par les accords avec le Mozambique et l'Angola, et Botha en a profité pour effectuer une tournée des capitales européennes, afin de conforter son image de réformateur. Quant au second, l'échec est cuisant. Malgré la mise en œuvre de moyens considérables, les « votes spéciaux » destinés aux électeurs ne pouvant se rendre aux urnes, la participation n'a pas atteint un seuil qui donne la moindre crédibilité à ces chambres-croupion. Les élus métis — essentiellement des membres du Parti travailliste d'Allan Hendrickse — n'ont reçu les suffrages que de moins de 18 % de leurs électeurs potentiels. La participation est encore inférieure dans l'électorat indien. L'amertume de Botha transparait dans son premier commentaire : « Bon nombre de Métis montrent encore peu d'intérêt pour l'exercice de leurs droits politiques. » Il est certain que le type de « droits » que l'apartheid leur propose ne risque pas de susciter l'intérêt des masses noires.

La réponse des opprimés d'Afrique du Sud est claire. Par leurs mobilisations, leurs meetings et leurs manifestations, ils ont réaffirmé leur refus de collaborer avec le régime raciste et ses marionnettes. Les chiffres officiels font état de 630 000 lycéens et étudiants noirs qui boycottent leurs cours. Les affrontements se sont multipliés dans les ghettos noirs. Les masses opprimées ont montré leur intérêt pour le boycott prôné par les différentes organisations en lutte contre l'apartheid, telles que l'UDF, le National Forum, l'Azapo, les syndicats indépendants, etc. Le ministère de la Loi et l'Ordre ne s'y est pas trompé, qui a procédé à plusieurs centaines d'arrestations préventives en raison du « climat révolutionnaire et de la situation d'instabilité qui prévalent ». La manœuvre de séduction a échoué et le régime raciste n'évitera pas un affrontement avec les masses noires d'Afrique du Sud, malgré les contacts plus ou moins discrets pris avec le Congrès national africain (ANC), illustrés par la toute récente entrevue entre un représentant sud-africain et Joe Slovo, l'un des dirigeants de l'ANC. ■

#### RECTIFICATIF

C'est à la suite d'une erreur intervenue dans l'article d'Ernest Mandel intitulé « Une reprise couplée à une crise financière aggravée », paru dans *Inprekor* numéro 178 du 23 juillet 1984, qu'un signe négatif a été affecté à l'évolution de la production industrielle de la Corée du Sud, dans le tableau numéro 1 de la page 3. Il fallait en fait lire un signe positif (+ 7,5 %).

En page 5, 1ère colonne, avant dernière ligne, il faut aussi lire 8,5 milliards de francs au lieu de 85 milliards.



« INPREKOR » POLONAIS  
NUMÉRO 14-15 EST PARU

Au sommaire de ce numéro de l'été 1984, on trouvera un dossier

retracant l'histoire de la lutte des prisonniers politiques et faisant le point sur la répression ; un ensemble d'articles traitant des réformes du travail en Pologne et en Roumanie et présentant les luttes ouvrières contre ces dispositions ; un dossier consacré aux luttes ouvrières d'Europe capitaliste (la grève des métallos de RFA pour les 35 heures, la coordination des conseils d'usine d'Italie, la lutte des sidérurgistes de Sagunto en Espagne, la grève des mineurs britanniques).

Prix d'un numéro : 15 francs. Abonnement, d'un an (6 numéros) : 75 francs. A commander à « Inprekor », PEC, 2, rue Richard-Lenoir, 93100 Montreuil, France. ■

Premier congrès du  
Bloc socialiste

La tenue du premier congrès du Bloc socialiste (BS), les 28, 29 et 30 juin, fut l'un des moments forts du large processus d'unité, de luttes et de débats que la majorité des forces révolutionnaires de république Dominicaine ont entrepris au milieu des années 1970. Il fut ouvert par un rapport de son secrétaire général, Fafa Taveras, sur la situation politique générale.

De nombreux représentants des mouvements de masse et révolutionnaires du monde étaient présents ou ont envoyé leurs salutations au congrès. Les délégués ont entendu, entre autres, des messages du Salvador, du Guatemala, du Honduras, de Palestine, ainsi que de la LIT de Porto Rico et de la LCR de république Dominicaine, organisations sympathisantes de la IVe Internationale. Des représentants de sections de la IVe Internationale se trouvaient à la tribune du congrès. Les représentants du PC de Cuba et du FSLN du Nicaragua n'ont pas été autorisés à entrer dans le pays par les autorités dominicaines.

Avant le congrès du BS s'étaient tenus d'autres congrès importants, comme celui du Parti des travailleurs dominicains (PTD) et du Parti communiste dominicain (PCD). Ces trois événements témoignent de la volonté unitaire qui s'exprime dans le Front de la gauche dominicaine (FID). Ce Front a été constitué le 14 juin 1984 par le PCD, le PTD, le BS, des militants de la Gauche unie (IU), la Ligue communiste révolutionnaire (LCR), le Mouvement pour le socialisme et l'Union patriotique anti-impérialiste.

Le Bloc socialiste, produit de la fusion du Noyau communiste des travailleurs, du Parti socialiste et du Mouvement socialiste des travailleurs, est issu d'un long processus de coordination qui a dû vaincre de multiples difficultés et qui en aura d'autres à vaincre à l'avenir. Ce long cheminement s'insère dans les luttes du mouvement ouvrier et populaire. Le Bloc n'est pas seulement lié au mouvement réel actuel de la lutte des classes, mais il est, de plus et avant tout, une synthèse de l'histoire révolutionnaire militante de plus de trois décennies. La dynamique interne de ce premier congrès, congrès de fusion, lui a permis de dépasser les cadres partisans de ses composantes pour arriver à se situer au premier plan dans un moment politique de première importance pour toutes les forces révolutionnaires.

Ce moment se caractérise par la montée du mouvement populaire, le renforcement de l'unité de la gauche révolutionnaire, en même temps que le déchaînement d'une vague de répression et l'aiguinement des contradictions au sein du parti gouvernemental, tout cela dans le contexte de la crise économique la plus grave qu'ait connue le pays. En outre, la répu-

Libérez "Fafa" Taveras et ses camarades

« Rafaël Taveras, dit Fafa, dirigeant de l'organisation Front de la gauche dominicaine (FID) et secrétaire général du Bloc socialiste (BS), a été arrêté, le 29 août au soir, à la porte de son domicile. (Cinq autres dirigeants de la gauche dominicaine ont été arrêtés quelques heures plus tard. Ndlr.)

« Trois jours auparavant, le haut commandement militaire du pays avait accusé la gauche dominicaine de conspirer contre la sécurité de l'Etat et de recevoir, à cette fin, des fonds de la Libye et de la Corée du Nord. Ces graves accusations, totalement erronées, mettent en danger la vie du dirigeant révolutionnaire Fafa Taveras et indique le début d'une nouvelle vague de répression contre les dirigeants du mouvement populaire.

« La répression, qui a déjà fait, les 22, 23 et 24 avril, plus de 100 morts, 500 blessés et 4 000 prisonniers, reste la seule réponse officielle à la montée des protestations populaires contre la politique de famine imposée par le gouvernement sur les recommandations du Fonds monétaire international (FMI).

« Devant la gravité des accusations portées par le gouvernement, nous lançons un appel à l'opinion publique mondiale pour exiger la libération de Fafa Taveras et le respect des droits humains en république Dominicaine.

« Les représentants en Europe du BS et du FID lancent un appel aux organisations démocratiques et aux défenseurs des droits de l'homme et demandent que des télégrammes de protestations soient envoyés au président de la république Dominicaine, Salvador Jorge Blanco, pour exiger la liberté du camarade Taveras.

Délégation du FID en France,  
Délégation du BS en Europe.  
Paris, 30 août 1984. »

Envoyez des télégrammes à :  
— Salvador Jorge Blanco, Président de la République, Palacio Nacional, Santo Domingo, République Dominicaine.

Envoyez une copie à :  
— Periodico *La Noticia*, Julio Vernes 14, Santo Domingo, République Dominicaine.

blique Dominicaine se trouve dans l'espace géo-politique centro-américain et caraïbe agressé par l'impérialisme, qui s'y affronte à la montée du mouvement populaire et à la forte volonté politique des forces révolutionnaires de la région d'avancer unies contre l'impérialisme nord-américain.

Etant donné ce contexte, le congrès du BS a caractérisé la région comme le maillon le plus faible de la chaîne impérialiste, la situation interne du pays comme pré-révolutionnaire et a annoncé l'imminence de la révolution. Le journal du BS, *Ofensiva*, conclut ainsi son compte rendu du congrès, dans son numéro du 28 juillet :

« Les tâches qui se profilent pour le BS, dans la situation politique actuelle, sur le plan extérieur et intérieur, sont les suivantes :

« Sur le plan intérieur, la tâche essentielle est d'impulser le plus haut niveau possible de travail collectif autour des éléments essentiels de lignes et d'orientations politiques adoptées par le congrès, dans la perspective d'atteindre une homogénéité politico-idéologique qui garantisse une plus grande cohérence dans l'action politique.

« Déployer un plus grand dynamisme et une plus grande combativité en ce qui concerne l'unité de la gauche. Il faut l'impulser comme un facteur synthétisant la plus grande possibilité effective de construction de l'avant-garde révolutionnaire avec les ouvertures réelles qui se concrétisent aujourd'hui, même si elles n'ont pas totalement atteint le niveau que nous souhaiterions.

« Sur le plan extérieur, il faut maintenir et élargir les positions que nous occupons dans le mouvement de masse. Pour cela, il faut promouvoir la lutte, l'éducation politique, l'organisation et l'unité des masses. C'est possible si, comme le dit notre résolution générale, nous adoptons cette orientation comme une tâche essentielle et permanente (...) d'élargir les niveaux d'organisation et de parvenir à l'unité des mouvements de masse.

« De cette façon, nous avancerons avec la certitude que l'aspect le plus caractéristique de cette phase pré-révolutionnaire caractérise l'avancée soutenue du mouvement de masse et sa radicalisation. »



## "Le camp de la Paix," une importante initiative de solidarité internationale

Face au développement de l'offensive impérialiste s'est déroulée, du 15 au 23 juillet à Managua, une importante initiative de solidarité avec la lutte du peuple nicaraguayen. Organisé par le Comité nicaraguayen de solidarité avec les peuples (CNSP), le Camp de la paix a rassemblé 600 personnes venant de 27 pays. Les délégations représentaient essentiellement des comités ou des brigades de solidarité d'Europe de l'Ouest, d'Amérique latine et d'Amérique du Nord.

Quelques délégations d'organisations politiques étaient aussi présentes, dont les JCR (France), qui avaient été invitées expressément par la Jeunesse sandiniste. Elles représentaient l'ensemble des organisations de jeunes en solidarité politique avec la IVe Internationale qui avaient organisé la tournée européenne de la Jeunesse sandiniste.

A cette occasion, la délégation des JCR a eu de nombreux entretiens avec la direction de la Jeunesse sandiniste et lui a remis un important matériel photographique pour son journal *Muchachos*. Les participants à ce camp ont pu assister à de nombreux exposés et rencontres avec des responsables du FSLN, dont notamment Tomas Borge et Sergio Ramirez. Le discours de clôture du camp a été fait par la Comandante Dora Maria Tellez, qui a précisé pour tous les participants la place du Nicaragua libre aujourd'hui par rapport au devenir historique de l'humanité, l'« après-capitalisme ». Elle a montré la façon dont les sandinistes tirent le bilan des expériences révolutionnaires précédentes en essayant d'éviter les erreurs qui ont été commises.

Ce camp a permis que se rencontrent les très nombreuses brigades de solidarité présentes au Nicaragua durant l'été pour y aider à la reconstruction. Près d'un millier d'internationalistes ont ainsi offert leur temps de vacances au peuple nicaraguayen en participant à ses côtés au renforcement des conquêtes de la révolution : écoles, centres de santé, coopératives, etc.

Ces brigades de travail apportent une aide précieuse au moment où tout le pays doit se mobiliser en soutien au front de guerre face à l'agression impérialiste. Les bandes de « contras » ne s'y sont pas trompées. C'est pour cette raison qu'elles ont choisi de s'attaquer, le 18 juillet, à une de ces brigades, avec la volonté, en cherchant à tuer, de décourager les internationalistes, de casser la chaîne de solidarité concrète avec le Nicaragua libre.

Une militante du comité de solidarité français, également membre des JCR, et trois ouvriers de Telcor (entreprise de téléphones nicaraguayenne) ont été blessés



Catherine Vincent, la militante des JCR blessée par les « contras », à son retour à Paris. (DR)

dans cette attaque qui a été dénoncée unanimement par tous les participants du Camp de la paix et par un communiqué commun des organisations françaises présentes au Nicaragua (MJS, MJCF, JCR, CSN). « Loin de nous intimider, cette attaque a encore renforcé les liens fraternels noués pendant quinze jours de travail en commun. Nous sommes plus déterminés que jamais à revenir dans ce pays, à dire en France la vérité sur le travail qui y est réalisé, sur l'agression quotidienne que su-

bissent les populations, et sur les méthodes de ces "contras" qui prétendent défendre la liberté et la démocratie », voilà la réponse de toute la brigade agressée. Voilà la réponse à donner aux agressions dont est victime le Nicaragua : renforcer la solidarité, construire la mobilisation face à l'impérialisme US. ■